5e Année, N° 80 - 15 Mai 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-X^e^

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCI, E. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL, F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE, FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET, MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER, G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOUY, L. MARZET, J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS, A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois....... 20 fr. Un an......... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ...... 26 fr. Un an......... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e^.

LE CARNET DU SAUVAGE

A Cayenne les uns, au cabanon les autres.

Qu'est-ce qui caractérise ce Premier Mai? Deux choses : 1° la violation de la sacro-sainte légalité bourgeoise par le gouvernement; Tardieu et Chiappe faisant procéder, en rigolant, à l'arrestation arbitraire de 3.400 syndiqués; 2° un nouvel effondrement des fanfaronnades communistes; la C.G.T.U. avait annoncé un Premier Mai de masse, un Premier Mai de combat, un Premier Mai porté par la radicalisation des masses et nous avons eu le plus terne Premier Mai.

Oui, 3.400 arrestations de simples syndiqués. On connaît les habitudes des organisations syndicales parisiennes. Il est de règle dans la matinée du 1er mai d'aller faire pointer sa carte syndicale dans une permanence de quartier. Cette année, le syndiqué qui s'amenait s'entendait dire par une bourrique en civil : « Ce n'est pas ici qu'on pointe, c'est en face, au commissariat de police ». Le camarade était empoigné, jeté dans un camion, et en route pour un bastion des fortifs, d'où il ne devait être relâché qu'entre 8 heures du soir et 1 heure du matin. Je n'exagère point; je ne fais que relater ce que m'a raconté un de nos camarades qui a été cueilli dans ces conditions à la porte du Comité intersyndical du XIIIe. S'il n'y a pas eu 30.000 arrestations, cela tient uniquement au fait que la nouvelle a eu vite fait traînée de poudre; les syndiqués se sont abstenus d'aller faire pointer leur carte.

Certes, la victoire de Tardieu eût été dix fois plus triomphale avec 30.000 arrestations. Mais dans cette opération réduite au chiffre déjà impressionnant de 3.400, que deviennent les droits syndicaux? que devient la liberté tout court? Que fait-on de la légalité?

Dans une interview au Petit Parisien, *Tardieu a prétendu qu'il avait fait son métier de gouvernement. D'ordinaire, le gouvernement prétend que son métier consiste à faire respecter la loi. En ce cas il l'a violée lui-même. Quelles sanctions seront prises?*

Le cabinet Poincaré est farci de juristes tous plus éminents les uns que les autres. Ils ne peuvent moins faire que d'envoyer leur collègue Tardieu, et de s'envoyer eux-mêmes devant les tribunaux pour avoir, en une seule matinée, commis 3.400 attentats contre le droit syndical et contre la liberté individuelle. Ils seront condamnés pour le moins — cela ne peut faire un pli s'il y a des juges à Paris — à filer à Cayenne, en attendant que l'excellent M. de Kérillis ait réussi à y faire expédier les meneurs communistes.

A Cayenne, Tardieu et Chiappe! A Cayenne, Poincaré et Barthou! A Cayenne, Painlevé et Briand! A Cayenne, tout le cabinet!

Comme fanfaronnade stupido-communiste — et non pas anarcho-syndicaliste — ce Premier Mai se pose un peu là. Nous en avons vu déjà un certain nombre de fanfaronnades, mais la dernière dépasse certainement les précédentes.

Semard peut se moquer des rodomontades de Vaillant-Couturier et fustiger son donquichottisme de plume — pour ma part je ne ferais pas à Don Quichotte l'injure d'un tel rapprochement; pas même à Sancho Pança dont P. V. C. se rapproche certainement davantage — mais il vient, avec Monmousseau, d'en faire exactement autant. L'un proclamait, par exemple, au moment de l'affaire Sacco-Vanzetti, que la Légion américaine ne paraderait pas dans Paris. La Légion américaine parada tout à son aise. Les autres proclament que le 1er mai 1929 sera le digne frère du 1er mai 1919, toutes usines fermées, tout le Paris ouvrier dans la rue. On va voir ce que l'on va voir. Et l'on ne voit rien. Un chômage plus qu'ordinaire. Pas de meetings, aucune manifestation. La rue occupée par le cheptel de Chiappe.

Nos yeux d'incrédules allaient avoir le spectacle de la radicalisation des masses. A force de l'entendre prophétiser, nous nous demandions si notre gros bon sens n'était pas en défaut. Hélas! il l'était un peu, mais simplement d'accorder encore une parcelle de crédit à ces charlatans et à ces fous. Un militant sérieux tient plus qu'il ne promet. Le charlatan et le fou promettent des merveilles et ne donnent que du vent, des déceptions, des défaites.

A Cayenne, Tardieu, Chiappe et tout le cabinet. Au cabanon les fous qui dirigent le Parti communiste et la C.G.T.U.

Les élections municipales.

Si les élections donnent une idée de la température politique du pays, celles qui viennent de se produire par toute la France ne témoignent pas de l'existence de grands courants en n'importe quel sens. Malgré le grand effort de la maison de publicité Kérillis, les partis réactionnaires n'ont emporté que les sièges que leur a livrés la lutte entre socialistes et communistes et particulièrement la tactique électorale du parti communiste. Quant à la soi-disant radicalisation des masses, elle a reçu à quelques jours du 1er mai un second démenti infligé par les faits.

Les socialistes reçoivent quelques tapes, tant à Paris qu'en province; mais les sièges perdus par eux ne vont pas aux communistes, ils sont enlevés par des gens de l'Union nationale. Si le bras droit de Billiet et le commis-voyageur de la Confédération des Industriels et des Commerçants, Victor Constant, un ancien député de la Haute-Loire, un vrai « blanc » comme on dit chez nous, a battu de 300 voix le socialiste Dherbécourt à Clignancourt, c'est dû au maintien du candidat communiste gardant 3.000 voix ouvrières. De même dans le XXe avec Téneveau et au XVIIe avec Copigneaux.

Les communistes gardent à Paris leurs neuf sièges, en perdant un, mais gagnant à Plaisance le siège du socialiste Grangier. Le gagnant, c'est trop dire. Il s'est produit là, m'assurent des camarades bien informés, quelque chose de très curieux. La section socialiste du

XIV[e] *ne voulait pas de son élu Grangier et les socialistes ont voté pour le communiste Salom, se débarrassant ainsi d'un élu droitier et autoritaire et faisant monter au mât de cocagne un Salom dont la chemise sale aura vite dégoûté de lui-même et du communisme les ouvriers de Plaisance. Après l'histoire du vol du Syndicat des Producteurs d'Electricité, un mouvement syndical sain aurait balayé un Salom; nous vivons en un temps où de tels hommes sont non seulement gardés mais désignés par le parti communiste pour le représenter à l'Hôtel de Ville. On a fait de Salom un conseiller municipal. C'est un signe de la pourriture qui s'étend dans le parti communiste.*

Aux élections municipales de 1925 les communistes avaient espéré enlever de nombreux sièges dans les quartiers ouvriers; il leur aurait suffi de retrouver le chiffre de voix qu'ils avaient obtenu en 1924 aux élections législatives. Nul progrès aux élections de ce mois. Rien qu'un glissement sensible dans l'électoralisme; le parti socialiste s'en va prendre la place de l'ancien parti radical et le parti communiste celle de l'ancien parti socialiste. C'était écrit!

Des héritiers bouillants.

Les lieutenants du maréchal Foch sont gens ardents. Ils n'ont pas perdu de temps pour faire proclamer que Foch et Weygand c'étaient deux têtes sous un même bonnet et mettre en circulation des paroles de Foch consacrant Weygand comme le Chef désormais. Voilà un fief qui ne tombera pas en quenouille!

On a l'impression en lisant l'assez pauvre « Mémorial de Foch », rédigé par Raymond Recouly, que les héritiers militaires et politiques du maréchal s'apprêtent à faire rebondir un certain nombre de conflits importants. En premier lieu celui qui mit aux prises Foch et Clemenceau à propos du traité de paix. Foch ne réclamait pas moins, on l'apprend avec certitude aujourd'hui, que la frontière du Rhin et la création d'une Rhénanie indépendante. On apprend aussi que Poincaré partageait sur ce point les vues du maréchal Foch.

Dire que tout ce monde jurait au bon peuple naïf n'avoir aucune visée impérialiste.

Attendons maintenant la réponse de Clemenceau. Je crois que la vérité historique trouvera son compte dans cette discussion et que les affirmations des pacifistes et des révolutionnaires pendant la guerre y trouveront leur confirmation.

Séverine.

Depuis quelque temps, la mort fauche dur parmi nous, autour de nous. Des vieux, des jeunes, d'autres qui devraient être en pleine force si la guerre n'avait passé là. Autant de vides dans notre mouvement et dans son voisinage.

Il y a un mois, c'était notre ami Tobler, de Zurich.

Un peu avant c'était Maurice Bouchor, dont nous n'avons pas parlé; pourtant le bon vieux poète avait largement mérité un souvenir de gratitude de notre part. Pendant dix années il se dépensa sans compter pour les fêtes ouvrières. Ses meilleurs derniers vers furent spécialement écrits pour des fêtes du syndicat parisien des mécaniciens ou des coopérateurs de Saint-Claude. Il nous donna à la Vie Ouvrière *d'avant-guerre pour la brochure de Clément sur les « Groupes de Pupilles » trente pages de « Remarques » qui n'ont pas perdu de leur intérêt. La guerre nous avait séparés, mais nous ne pouvons oublier ce qu'il donna à notre mouvement.*

L'autre quinzaine, c'était Millerat qui partait sans bruit, Millerat le militant ouvrier de l'habillement, dont le nom est lié aux grèves d'ouvrières de la confection pendant la guerre.

C'est enfin Séverine; Séverine qui nous était doublement chère, pour elle-même et pour le souvenir de Vallès qu'elle maintenait vivant parmi nous.

Dans une lettre que le Soir *a publiée, Romain Rolland lui a rendu en quelques mots le plus juste hommage : « La mort de la bonne et grande Séverine est un deuil pour tous les malheureux du monde, pour tous les opprimés, les humiliés, les offensés. »*

Elle avait beau vivre à l'écart de nos querelles, — de nos querelles plus que de nos luttes réelles, — toujours dans les moments difficiles on la voyait arriver ou l'on se tournait vers elle, et rarement en vain. Je ne parle pas seulement de ses interventions dans toutes les affaires qui ont passionné l'opinion, dont la plus récente est celle de Sacco et Vanzetti; je pense à de moins bruyantes comme le bannissement des militants de la C. G. T. Tunisienne. Elle fut presque seule à faire écho à nos protestations.

Séverine était l'un des derniers survivants, l'une des dernières grandes figures du journalisme d'opinion, plus exactement du journalisme révolutionnaire indépendant, qui disparaît écrasé entre l'industrialisation de la presse et l'organisation du mouvement ouvrier. A 70 ans, malgré tout son talent et le public qui lui était resté attaché, elle était obligée d'abattre ses onze articles par semaine pour gagner sa vie. Avec elle, la liste est close, et bien close, des grands journalistes révolutionnaires; il ne reste plus qu'à ajouter son nom à ceux de Vermorel, de Lissagaray, de Vallès. D'autres, qui paraissaient devoir allonger la liste ont rebroussé chemin, à quelle vitesse! Le reître qui était en Gohier l'a mangé tout entier et le curé breton qui était au fond d'Hervé a dévoré le sans-patrie. Séverine a tenu jusqu'au bout, mais elle est la dernière.

On oublie vite, on oublie tout très vite; les malheureux qu'elle a défendus, réconfortés, consolés, ne l'oublieront sans doute pas, mais eux aussi mourront; le souvenir de Notre-Dame de la Pitié s'effacera peu à peu; ses plus remarquables articles jauniront. Rien ne reste du journaliste.

Une chose cependant sauvera Séverine de l'oubli. C'est sa part de collaboration aux deux derniers volumes des Vingtras, *au* Bachelier *et à* l'Insurgé. *Les* Vingtras *sont d'un granit qui défie le temps. Grâce à eux, sa mémoire, liée à celle de Jules Vallès, ne périra pas.*

P. MONATTE.

MAX TOBLER

Avant la guerre, nous étions, Max Tobler et moi, les correspondants de la *Vie Ouvrière* pour la Suisse, mais un peu mieux que cela, quelque chose comme les représentants de la Suisse dans le noyau de la *Vie Ouvrière* — qui était en même temps un noyau international révolutionnaire — et comme les représentants de la *Vie Ouvrière* dans le mouvement ouvrier suisse. Ensemble, avec notre ami Pierre Monatte, nous fûmes les grands amis de James Guillaume, du père Guillaume, ainsi que nous l'appelions.

Aujourd'hui, Monatte continue dans la *Révolution Prolétarienne* les traditions de l'ancienne *Vie Ouvrière*. Mais notre père Guillaume est mort en 1916, brisé par la guerre. Et voilà que notre pauvre Max Tobler vient de mourir. Les pauvres n'est-ce pas nous plutôt, qu'il vient de quitter, sa vaillante compagne Minna, ses fils, le prolétariat révolutionnaire de la Suisse, nous, ses intimes?

Issu d'une famille bourgeoise aisée de Saint-Gall, Max Tobler était de ces natures qui, dès le premier éveil de l'intelligence, se sentent en révolte continuelle contre l'esprit bourgeois. Le confort et la sécurité que lui offrait sa classe, ne l'ont pas tenté, ne l'ont jamais tenté. Il imaginait d'autres cultures, d'autres terres et d'autres routes où s'engager et courir, des routes non tracées, d'autres royaumes à découvrir...

Tobler était né en 1876. A l'âge de dix-huit ans, les études au collèges finies, il quitte la maison paternelle. Afin de se rendre indépendant, il s'installe instituteur. Poussé par une curiosité d'esprit toujours en éveil, il commence ensuite ses études de sciences naturelles à Genève, « pour chercher la vérité ». Mais il a beau poursuivre ses études avec ardeur, obtenir le grade de docteur ès sciences naturelles, il n'est toujours pas en possession de la vérité. Ce n'est pas la science officielle qui la lui fait découvrir. Ses yeux clairs et perçants ne regardaient pas seulement le microscope, ils regardaient, avec la même pénétration et la même persévérance, le monde autour de lui. C'est alors qu'il prit connaissance d'un grande et triste vérité qui devait bouleverser sa vie entière : il vit des millions et des millions d'êtres humains, doués de mille talents et d'infinies possibilités, capables d'être heureux et auxquels le système économique régnant, le capitalisme, ne permet pas de s'épanouir, parce qu'il les écrase. Avant d'avoir trouvé le chemin de libération, il ne sentait qu'une chose : il faut changer ce système. Anxieusement, il se demandait si vraiment un homme pourrait y faire quelque chose.

Il se mit à la recherche d'alliés dans sa lutte contre une classe qui détruit tant de vies et tant d'espérances de culture. Un beau jour, il découvrit le marxisme. Le marxisme lui affirmait qu'il existe, en effet, une classe qui serait son alliée dans cette lutte, la classe qui souffre le plus cruellement sous le régime du capitalisme et que cette classe était la classe ouvrière.

Depuis ce moment, Max Tobler est devenu un révolutionnaire, un socialiste. Il a quitté définitivement la bourgeoisie et la science pure, où s'offrait à lui, grâce à ses facultés prodigieuses d'observation et de pénétration, une brillante carrière académique; il a lié sa destinée à celle des déshérités, des « derniers qui doivent devenir les premiers ».

Que ces derniers ne puissent devenir les premiers que par leurs propres forces, que l' « émancipation des travailleurs ne puisse être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes », cela, Max Tobler l'a conçu dès ses premiers pas dans le mouvement ouvrier.

Dorénavant, le but de Tobler fut d'éveiller les ouvriers à la conscience d'eux-mêmes, de les maintenir en état de révolte, de les pousser à l'action.

Après avoir renoncé à sa carrière académique, il se mit à gagner son pain comme instituteur privé, en Angleterre, où il alla pour prendre contact avec le mouvement ouvrier anglais. Mais bientôt, ayant reconnu toute la contradiction entre l'état de révolutionnaire et celui de précepteur payé par les capitalistes, il revint en Suisse. C'était en 1903. Attirés par quelques brillants articles de Tobler, les social-démocrates zurichois firent appel à lui en qualité de rédacteur à leur quotidien, le *Volksrecht.*

L'année 1905 devait être décisive pour Tobler. Ce fut l'année de la première Révolution russe, en même temps que l'année de la propagande de la C. G. T. pour la journée de huit heures.

Tobler prit énergiquement parti, et pour la Révolution russe et pour le syndicalisme révolutionnaire, en même temps que pour l'antimilitarisme, l'action directe, la grève générale expropriatrice et la révolution sociale.

Il fut, en 1905, parmi les fondateurs de la Ligue antimilitariste suisse. Au Congrès socialiste de 1906, dans un discours fulminant contre le patriotisme, il défendit cette idée : « Notre patrie est l'Internationale ».

Pendant les grandes grèves de 1904 à 1909, Tobler fut le « général » des syndicats de Zurich.

Tant que la Révolution russe tenait en haleine tout le mouvement ouvrier européen (1905-1907), les réformistes zurichois supportaient, en serrant les dents, le rédacteur révolutionnaire du *Volksrecht.* Mais les vagues révolutionnaires une fois tombées, la marée des sentiments révolutionnaires de la masse une fois descendue, les réformistes se mirent à ourdir une sourde et tenace lutte contre Tobler. Celui-ci jouissant d'une grande popularité parmi les ouvriers zurichois, les réformistes n'osèrent pas l'attaquer ouvertement, mais ils sabotaient son travail au journal et dans l'Union ouvrière; ils lui rendaient la vie insupportable par leurs mesquineries et leurs intrigues.

En 1910, Tobler donna sa démission du *Volksrecht.* Ayant refusé un poste bien payé que lui offrait la politicaille, il redevint étudiant. Cette fois, étudiant en médecine afin de pouvoir gagner son pain en pleine indépendance à l'égard du parti socialiste. Après quatre ans d'études, son examen d'état passé, il se spécialise comme urologiste et s'établit comme médecin et comme propagandiste.

C'est à ce moment qu'il publie la meilleure brochure qu'il y ait en langue allemande sur le syndicalisme révolutionnaire. Déjà, pendant son activité comme rédacteur au *Volksrecht,* il avait traduit un travail de Pouget.

Pendant la guerre, il collabore avec l'extrême gauche, devient zimmerwaldien, fait la connaissance de Lénine et salue la Révolution russe d'Octobre avec enthousiasme.

Après la scission du parti suisse, il sort du parti socialiste sans entrer officiellement dans le Parti Communiste. Mais il y travaille comme s'il en était membre. Ses expériences avec les politiciens socialistes l'avaient mis en garde contre tout parti politique. Il est organisateur du Secours Rouge en Suisse, dont il est resté d'ailleurs le président jusqu'à sa mort.

Ayant fait en 1927 un voyage en Russie, il en rentre communiste officiel de parti. L'atmosphère générale de l'Etat soviétique a fini par triompher de son scepticisme; elle lui a rendu sa foi, l'a rajeuni, et de 1927 jusqu'à sa mort, il travaillera presque fiévreusement dans notre mouvement.

Tobler était l'un de ces rares intellectuels issus de la bourgeoisie qui s'identifient avec les intérêts du

prolétariat révolutionnaire, qui sacrifient sans peine non seulement les postes de choix de leurs classe, mais qui renoncent encore aux joies d'un développement individuel, scientifique ou artistique. Sa personnalité, il l'avait dissoute dans l'idée de la Révolution, s'oubliant complètement pour se donner, corps et âme, à l'émancipation de la classe ouvrière. De l'émancipation de la classe ouvrière, il espérait la réalisation de tout ce qu'il y a de sublime dans la nature humaine. C'est ce sublime qui fut son rêve, le rêve qui l'avait exilé de la classe possédante et dominante, qui l'avait rendu socialiste d'abord, syndicaliste révolutionnaire ensuite, et finalement communiste.

F. BRUPBACHER.

Parmi nos Lettres

Faut-il désespérer de l'unité?

Georges Airelle nous écrit qu'il en vient à désespérer de l'unité syndicale. C'est un état d'esprit qui n'est pas le nôtre. Nous ne croyons pas qu'il faille dire adieu à l'unité. Nous pensons toujours qu'il faut y travailler au sein des deux C. G. T. Nous sommes peut-être les seuls à le penser. Et nous sommes bien sûrs d'avoir, une fois de plus, raison trop tôt. Le besoin d'unité de la classe ouvrière finira bien par obliger les syndicats à s'unir.

Voici la lettre d'Airelle :

Je suis peut-être un peu plus pessimiste que vous. L'idée de la fusion entre C. G. T. et C. G. T. U. a été longtemps la mienne. Actuellement, j'en viens à désespérer de cette fusion. Les deux organisations sont bien installées dans la scission et je ne vois pas par quel chemin elles peuvent se rapprocher l'une de l'autre.

J'en viens à souhaiter la disparition de l'une et de l'autre et la constitution d'un nouvel organisme central basé sur les principes de « l'ouvriérisme » et du fédéralisme. Que soit supprimée toute cette bureaucratie qui s'est créée au-dessus de la masse des syndiqués, qu'il n'y ait plus dans les syndicats que des camarades restant au boulot. Si l'on a besoin d'employés permanents pour certains services, que ces employés ne soient que des employés et non des dirigeants.

Peut-être trouvera-t-on ces idées utopiques. Cependant, jusqu'ici, c'est un peu ce qui a existé à la Fédération de l'Enseignement. Elle n'a pas de chefs incrustés dans leur fauteuil, ayant quitté l'école pour ne plus être que des professionnels du syndicalisme. Pourquoi toutes les corporations ne seraient-elles pas organisées de même façon que la nôtre? La tendance de la C. G. T. U. est toute opposée, c'est vrai. On va vers la centralisation, vers les permanents inamovibles. J'estime qu'on tourne alors le dos au véritable syndicalisme ouvrier et qu'une réaction naîtra un jour ou l'autre contre le mouvement dévoyé. C'est à cette réaction que nous devrions travailler.

⁂

Combattre le centralisme

Pour faire suite à la seconde partie de la lettre d'Airelle, voilà l'opinion d'un camarade de Belgique :

Vous signalez comme la cause principale de la division et de l'impuissance actuelles du mouvement ouvrier, la domination des partis politiques sur les syndicats. C'est certainement une des causes essentielles et je suis d'accord avec vous pour la combattre. Mais je pense qu'il y en a d'autres — dans toutes les formes du mouvement ouvrier, y compris les syndicats — à savoir l'excès de centralisation qui tue toute initiative à la base, le fonctionnarisme et aussi... l'indifférence de la grande majorité des prolétaires pour leur propre émancipation. Ne faisons pas de démagogie ni d'ouvriérisme et montrons les choses telles qu'elles sont. Par conséquent, je pense qu'il faut lutter, non seulement pour l'indépendance des syndicats, mais aussi, dans les organisations de lutte de classes — groupements politiques, culturels, etc. — contre l'excès de centralisation qui aboutit presque toujours à la dictature d'une clique, ou d'un seul quelquefois, contre l'excès de fonctionnarisme — si je puis ainsi m'exprimer : je ne suis pas parisien! — et pour le réveil de l'initiative personnelle et collective à la base.

D'accord pour combattre le centralisme et le fonctionnarisme, nous le sommes, et avec Airelle et avec notre camarade belge. Mais nous croyons qu'il faut les combattre *à l'intérieur* des deux C. G. T. L'expérience a confirmé qu'un nouvel organisme syndical n'est pas viable. Il ne ferait qu'aggraver la division et la confusion.

⁂

Deux « possibles » récalcitrants

Un militant communiste de la Côte-d'Or nous donne les raisons de son refus d'abonnement. Nous lui avons fait remarquer que la question de la discipline était secondaire; que, du reste, la discipline communiste est loin, bien loin d'être la même pour tous; qu'enfin la vraie question est de savoir si le sentiment de la discipline doit conduire les militants à approuver le sabotage de la révolution et du mouvement ouvrier.

Je viens de recevoir votre lettre-invitation d'abonnement à votre revue, La Révolution Prolétarienne. *J'ai reçu dernièrement le numéro 79 de ladite revue que vous m'avez envoyé. Je l'ai lu et j'ai compris...*

Je m'empresse de vous faire connaître que je *ne peux* pas m'y abonner. *Si quelqu'un vous a indiqué mon nom et que je serais susceptible de m'y abonner, il s'est leurré sur mon caractère et sur mon état de conscience, car mon opinion et mes sentiments sur le Parti communiste sont trop nets, trop clairs et trop fermes pour me faire dévier de la ligne de conduite que je me suis tracée.*

Je désapprouve l'attitude de Trotsky et n'ai aucune confiance en ses affirmations de fidélité révolutionnaire et encore moins envers ceux qui se rangent sous son drapeau de désagrégation d'un Parti qui ne peut tirer toute sa force que d'une ligne de conduite souple et ferme en même temps et surtout, de l'unité de vues et de lutte avec une discipline rigoureuse ne tolérant aucune défaillance dans ses rangs. Que celui qui n'est pas capable de se soumettre à cette discipline se retire du Parti, c'est son droit; mais que le Parti se défende contre ceux qui cherchent à saper cette discipline et à compromettre son œuvre, c'est aussi le sien.

Un « possible » de l'Isère nous reproche de ne montrer que les « petits côtés » de la révolution russe; il ne voit pas que ces « petits côtés » sont, en réalité, des questions essentielles pour l'avenir de la révolution russe, questions essentielles que nous sortons de l'ombre où le bourrage de crânes les maintient depuis trop longtemps.

Je vous remercie de m'avoir adressé deux numéros de la Révolution Prolétarienne. *Je ne m'y abonnerai pas cependant pour deux raisons; d'une part parce que je lui trouve un caractère trop anecdotique j'entends par là que les faits sont présentés sans liens suffisants avec une théorie, d'autre part parce que son côté critique fait trop de place aux individualités. Par ailleurs, il est un peu étrange qu'une revue qui s'intitule* la Révolution Prolétarienne *s'attache à montrer les petits côtés de la révolution russe au lieu d'en souligner également les aspects positifs et les réalisations.*

Excusez la franchise de cette critique qui n'implique pas une admiration aveugle pour vos adversaires actuels, et avec le souvenir de l'intérêt avec lequel je lisais la Vie Ouvrière *du temps où vous la rédigiez, croyez à mes meilleurs sentiments.*

APRÈS LE PREMIER MAI

La radicalisation des masses
est une invention et une manœuvre des dirigeants de la C. G. T. U.

Ce Premier Mai 1929 devait ressembler au Premier Mai 1919. La classe ouvrière devait répondre en masse aux appels de ses organisations. Elle devait, dans sa grande majorité, se ranger sous le drapeau révolutionnaire de la C. G. T. U., seule capable de lui faire faire un grand pas en avant vers la conquête de ses revendications et vers sa libération définitive. Avec des « mots d'ordre précis bien liés entre eux » et de « grands mots d'ordre politiques révolutionnaires », on devait avoir cette année un « Premier Mai de masses », un « Premier Mai de force et d'action » qui serait un « sévère avertissement à la bourgeoisie ». « Tous dans la rue ! », tel fut l'ultime mot d'ordre que lança le « Premier Mai », organe de la C. G. T. U., qui réservait, remarquons-le en passant, sa meilleure place à l'appel du Parti communiste.

Il serait cruel de trop insister sur la différence que chacun a pu constater entre ces désirs et ces volontés des dirigeants de la C. G. T. U. et la réalité des faits. A Paris et en banlieue, le chômage n'a pas dépassé celui de l'année dernière, sauf peut-être dans les comptes rendus des rédacteurs de « L'Humanité ». Mais on sait bien que ce leur est devenu une habitude de présenter le chômage du Premier Mai comme plus important que celui de l'année précédente. Si l'on devait les croire, il y a beau temps qu'à force d'être plus important chaque année, le chômage du Premier Mai serait devenu absolument général. De même, il est passé dans leurs mœurs de nous dépeindre en même temps qu'un chômage également « bien plus important », des manifestations toujours plus « grandioses » et plus « puissantes » dans les grands centres industriels de province. C'est ce qu'on appelle le bourrage de crânes révolutionnaire.

Ce n'est pas du côté de la classe ouvrière, mais du côté de la bourgeoisie que ce Premier Mai 1929 a marqué un progrès. Le coup de force Chiappe-Tardieu représente un progrès important dans la répression du mouvement ouvrier. Chiappe et Tardieu ont osé ce qu'aucun ministre de l'Intérieur et aucun préfet de police n'avaient encore osé. Par les arrestations préventives, ils ont privé le prolétariat parisien de ses militants, ils l'ont décapité. Raflant les chômeurs qui venaient faire pointer leurs cartes syndicales dans les permanences, ils ont mis le prolétariat parisien dans l'impossibilité de réagir. Les meetings annoncés ne purent avoir lieu. A pleins camions, la police emmenait les chômeurs dans les bastions où on les parqua jusqu'au petit matin. Le coup de force Chiappe-Tardieu a dominé ce Premier Mai.

Ce fut une pénible désillusion pour les ouvriers qui s'étaient laissés prendre aux proclamations des dirigeants de la C. G. T. U. On leur avait annoncé un Premier Mai sensationnel, une manifestation irrésistible de la force ouvrière, un nouveau Premier Mai 1919. L'opération de police de Chiappe suffit à empêcher le pointage des cartes, à vider les salles et les tribunes des meetings, à empêcher toute manifestation. Quel désarroi on a ainsi jeté dans la classe ouvrière!

Les militants savent que le Premier Mai ne peut pas être tous les ans une brillante manifestation de la classe ouvrière. Il y a de mauvais Premier Mai comme il y en a de bons. Le succès de la journée dépend de l'état d'esprit de la classe ouvrière et de la force de ses organisations syndicales. Ce sont les deux éléments essentiels que les militants doivent connaître.

Quel était l'état d'esprit de la classe ouvrière, quelle était la force de ses organisations syndicales en ce Premier Mai 1929 ? Si nous devions en croire les dirigeants de la C. G. T. U., l'état d'esprit de la classe ouvrière était combatif et la force de ses organisations syndicales était incomparable. Les masses étaient radicalisées et c'est en conformité avec leur idée de la radicalisation des masses que les dirigeants de la C.G.T.U. nous annonçaient un « Premier Mai de force et d'action ». Ce n'est pas tout à fait ce qui s'est réalisé. L'échec essuyé à Paris a mis à mal cette idée de radicalisation des masses dont les dirigeants de la C. G. T. U. sont apparus comme les prisonniers. Des masses radicalisées n'eussent point permis à Chiappe et à Tardieu de réussir leur coup de force. Sur un prolétariat vigilant et résolu, Chiappe et Tardieu se seraient cassé les dents.

*
**

Qu'est-ce donc que la radicalisation des masses ? Que signifie cette expression du jargon dont se servent les dirigeants de la C. G. T. U. depuis qu'ils sont bolchevisés ? Dire qu'il y a radicalisation des masses c'est, à mon sens, dire que l'esprit de lutte de la classe ouvrière se développe, c'est dire que la classe ouvrière mène des luttes quotidiennes plus nombreuses et plus étendues, c'est dire qu'elle s'oriente vers des objectifs plus révolutionnaires et l'utilisation de moyens plus radicaux.

Il en est de la radicalisation des masses comme de l'imminence de la guerre. Dans ces domaines, affirmer ne suffit pas; il faut prouver. Quand les dirigeants de la C. G. T. U. nous ont dit que la guerre était imminente — peut-être ne se le rappellent-ils déjà plus ! — il aurait fallu pour nous convaincre qu'ils nous apportent des faits à l'appui de leur affirmation. Ils n'en ont pas apporté. Notre camarade Louzon, lui, nous a montré par des faits qu'il n'y aurait pas, sauf deux exceptions, de guerre avant dix ans au minimum (N° 61 de la R. P.). Nous avons cru notre camarade Louzon parce qu'il nous apportait des faits. Les dirigeants de la C. G. T. U. affirment la radicalisation des masses, mais ils n'en apportent pas les preuves. Voyant les faits comme ils sont, le Premier Mai tel qu'il s'est passé, nous avons le droit de penser et de dire que la radicalisation des masses est une idée fausse de la situation présente.

La classe ouvrière voit monter sans arrêt les in-

dices des prix, elle supporte des charges fiscales extrêmement lourdes, alors que les salaires n'augmentent pas et que les diminutions pratiquées pendant le mirage de la stabilisation n'ont pas été rattrapées. S'il y avait véritablement radicalisation des masses ouvrières, la période actuelle serait marquée par de grands et vigoureux mouvements revendicatifs.

Dans l'industrie actuellement la plus prospère, dans celle où, par conséquent, les chances d'obtenir satisfaction sont les plus grandes, dans l'industrie métallurgique nous n'assistons à aucun grand mouvement. Louzon a récemment noté le fait dans ses « Notes économiques ». Le facteur économique — état de l'industrie — est favorable, disait-il; mais le facteur psychologique — état d'esprit de la classe ouvrière — n'est pas favorable, les ouvriers ne sont pas décidés à revendiquer. Pas de grand mouvement dans la métallurgie lourde, hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs ; pas de grand mouvement dans les constructions mécaniques, métallurgiques et électriques; pas de grand mouvement dans le très important centre métallurgique qu'est Paris et sa banlieue.

Si nous regardons une autre industrie importante, l'industrie chimique, nous n'y voyons pas plus le grand mouvement qui témoigne d'un puissant réveil de l'esprit de lutte. C'est cependant une industrie qui se développe ; les salaires y sont des plus bas et les conditions de travail des plus mauvaises.

Regardons le Bâtiment. Voilà qu'on nous donne des chiffres qui attestent, paraît-il, la radicalisation des ouvriers de cette industrie. En avril, en dehors de la région parisienne, il y aurait eu 77 grèves ayant touché 16.000 ouvriers. Nous ne chicanerons pas les statisticiens de « L'Humanité » sur des points de détail. Nous constaterons seulement qu'il ne s'agit que de petites grèves et qu'elles ne font que traduire la poussée revendicative de chaque année dans le Bâtiment quand viennent les beaux jours.

Il y a eu des mouvements de grève dans le Textile. Mais ce ne furent pas de grands mouvements, ce furent seulement des tentatives de grands mouvements. Isolée, la grève du textile d'Halluin n'a pas eu la signification qu'aurait eue une grève générale du Textile de la région du Nord. Le fait que les combattants d'Halluin n'ont pas réussi à entraîner avec eux dans la bataille leurs camarades de Roubaix et de Tourcoing montre assez que l'état d'esprit des ouvriers de ces deux centres importants n'était pas tourné vers la lutte; ils ont pu rester insensibles pendant des mois devant le sacrifice de ceux d'Halluin ; ils sont restés insensibles devant leur échec. Dans le Textile de Rouen, le mouvement ne fut que partiel, la grève générale n'était pas possible, elle ne pouvait se déclencher sur commande. La grève de la région roannaise, qui vient de se terminer par un échec, appartient, elle aussi, à la catégorie des tentatives avortées de grands mouvements.

Il y a eu des mouvements chez les mineurs de la Loire, du Gard et de l'Aveyron. Par contre, le Nord et le Pas-de-Calais n'ont pas bougé. Les grèves de la Loire, du Gard et de l'Aveyron ont-elles été de grandes grèves ? Elles auraient pu l'être, mais on ne parvint pas à entraîner et à maintenir dans la lutte la grosse majorité des corporants. Ceux qui luttèrent durent rentrer sans satisfaction avec un esprit de lutte affaibli.

La radicalisation des masses devrait, me semble-t-il, se traduire en premier lieu par une recrudescence des mouvements revendicatifs et par leur généralisation. Nous voyons que dans l'industrie essentielle qu'est la métallurgie, il n'y a pas de recrudescence des mouvements revendicatifs et que dans les industries où il y a eu effectivement augmentation du nombre des conflits, la généralisation des mouvements ne s'est pas produite; nous savons enfin que dans quantité de branches secondaires de la production un réveil de l'esprit de lutte ne se fait malheureusement pas sentir.

Examinons maintenant un autre élément qui n'est pas moins nécessaire pour juger : l'état d'esprit de la classe ouvrière tel qu'il se manifeste de façon isolée et tel que nous le ressentons les uns et les autres quotidiennement; c'est un témoignage qui n'est pas dépourvu de valeur.

On a déjà remarqué que les correspondances ouvrières de « l'Humanité » ne sont que des plaintes multiples et répétées contre le sabotage permanent de la loi de huit heures, contre le mouchardage dans les usines, contre des réductions de salaires, contre la mécanisation du travail, contre les brutalités d'un contremaître, mais qu'elles contiennent peu d'indices d'une révolte autre qu'une révolte individuelle contre un état de fait qui n'existe en réalité que parce que les masses ouvrières ne sont pas encore radicalisées. Un réveil de l'esprit de lutte se verrait dans une vive réaction collective alors que seulement quelques individualités s'en plaignent; la grosse masse les supporte. Des masses radicalisées supporteraient-elles, et, doit-on ajouter, se prêteraient-elles au sabotage général de la loi de huit heures dans l'industrie privée? Evidemment non; les organisations syndicales ne seraient pas incapables d'empêcher ce sabotage.

Engagez la conversation avec les compagnons que vous coudoyez chaque jour dans la rue, dans le métro, dans le tramway ou dans le train de banlieue. C'est assez rarement que vous trouverez de la révolte contre les conditions actuelles de travail et de vie. Vous rencontrerez du mécontentement, c'est certain, mais un mécontentement que n'accompagne pas le désir d'une lutte dont on ne voit pas la possibilité. L'état d'esprit général est de rester tranquille; on s'accommode d'une situation qui n'est pas très brillante mais dans laquelle on s'est pour ainsi dire stabilisé.

On objectera que ce témoignage ne peut avoir qu'une valeur personnelle. Sans doute des témoignages de ce genre sont forcément personnels, mais croit-on que la radicalisation des masses, cela puisse exister sans que les militants la sentent autour d'eux? Il y a une ambiance ouvrière; lorsqu'on vit au milieu d'elle, on sait quand elle est bonne et on sait aussi quand elle est mauvaise. Regardez autour de vous, interrogez, consultez, vous vous convaincrez rapidement que l'ambiance n'est pas actuellement celle d'une période de grandes luttes ouvrières.

Il serait difficile de concevoir une période de grandes luttes ouvrières sans un afflux d'adhérents dans nos organisations syndicales. C'est un trait particulier de notre mouvement qui a marqué avec force et pour longtemps dans nos mémoires, les années 1919 et 1920. Nous avons assisté depuis à la dégringolade

des effectifs syndicaux que la scission est venue accentuer. Et maintenant, que voyons-nous?

Les effectifs de la vieille C. G. T. semblent stabilisés; on n'y fait du reste pas de gros efforts pour le recrutement syndical et l'esprit de lutte s'y manifeste de moins en moins. Les effectifs de la C. G. T. U. diminuent. Reste-t-il rue Grange-aux-Belles, 300.000 syndiqués? voilà la question que l'on peut entendre. A combien cela réduit-il les effectifs unitaires dans l'industrie privée? Que reste-t-il quand on défalque les cheminots, qui sont 100.000 et les services publics encore nombreux? Peu de dizaines de milliers de syndiqués évidemment. Combien aux Métaux? Combien au Bâtiment? Combien aux Mineurs? Combien aux Produits chimiques? Combien au Textile?

Les forces des organisations syndicales restent stationnaires ou diminuent. Si les masses ouvrières étaient vraiment radicalisées, ces forces devraient, au contraire, s'accroître. Si les travailleurs étaient disposés à la lutte, ils viendraient dans les syndicats pour la mener. Ils n'y viennent pas. Ou s'ils y viennent, ils n'y restent pas. Voilà le fait.

Les Assurances sociales sont une des grandes questions ouvrières d'aujourd'hui. La classe ouvrière ne paraît pas s'échauffer beaucoup à leur sujet. Ne dit-on pas que la C. G. T. aura de la peine à réunir les cent mille assurés qui lui seraient nécessaires pour former une caisse nationale pouvant gérer l'Assurance-invalidité et l'Assurance-vieillesse ? Ce n'est pas là un signe de radicalisation. Le gouvernement a déposé un projet de loi rectificatif qui enlève à la classe ouvrière le droit de gérer ses propres caisses. La classe ouvrière ne réagit pas contre cet attentat qui méritait cependant une prompte et énergique riposte. Il aurait fallu dire au gouvernement : « Vous nous enlevez la gestion des caisses? Bien! Alors nous allons, nous, refuser le versement ouvrier! » Cette contre-offensive vigoureuse s'imposait. Elle n'a pas été menée. On n'y pense seulement pas. Cela montre comme l'esprit de lutte est peu vivace dans la classe ouvrière et chez ses militants.

Amenés à dire après examen qu'il n'y a pas actuellement radicalisation des masses, que la radicalisation des masses n'est qu'une invention des dirigeants de la C. G. T. U., sommes-nous donc satisfaits de cette situation, heureux d'enregistrer la passivité de la classe ouvrière de ce pays ? Allons donc! Bien au contraire, nous aimerions que la classe ouvrière soit plus combative. Nous désirerions qu'elle réagisse vigoureusement contre les coups du Patronat et du Pouvoir. Nous voudrions la voir passer enfin à l'offensive. Mais ce que nous aimerions, ce que nous désirerions, ce que nous voudrions, ne saurait prendre la place de ce qui est.

⁂

Nous nions qu'il y ait actuellement radicalisation des masses. Mais serait-ce là toute notre pensée sur la situation actuelle? Non, mille fois non. Il ne fait pas de doute pour nous que nous devrions connaître actuellement un renouveau de la lutte ouvrière. Dans la métallurgie, nous savons que les conditions économiques sont exceptionnellement favorables pour revendiquer. Le renchérissement du coût de la vie devrait conduire la classe ouvrière à revendiquer partout, à commencer par les industries où elle a le plus de chances de succès. Le mécontentement que l'on ressent en elle devrait se traduire par de grands mouvements revendicatifs. Nous constatons qu'il n'y a pas actuellement radicalisation des masses, mais nous apercevons très bien l'existence de divers éléments qui devraient déterminer cette radicalisation : ici, la « conjoncture » économique est bonne, il faudrait en profiter; là c'est plutôt la « conjoncture » psychologique qui est favorable, l'abaissement des conditions de travail ayant créé un besoin de lutte qui ne s'exprime pas. Pourquoi ce besoin de lutte ne s'exprime-t-il pas? Pourquoi la classe ouvrière ne lutte-t-elle pas plus activement?

La classe ouvrière ne lutte pas plus activement surtout parce qu'elle n'a pas confiance dans ses organisations syndicales, qui ne lui donnent pas satisfaction et qui se montrent incapables de la conduire au succès. Si une radicalisation se produisait dans son sein, elle serait sabotée par ceux-là mêmes qui devraient développer la renaissance de l'esprit de lutte.

Volontairement, la vieille C. G. T. s'éloigne toujours plus de l'esprit d'action directe contre le patronat. La grève n'y est plus considérée comme une arme ouvrière. On lui préfère la méthode des « pourparlers qui continuent ». On mène une politique permanente de collaboration avec le Patronat et le Pouvoir. On réclame de Loucheur le dépôt d'un projet de loi instituant la conciliation obligatoire en matière de conflits du travail. On accepte une texte qui institue les préavis en matière de grève et rend obligatoire l'intervention de l'Etat avant le déclenchement des conflits. On marche vers l'arbitrage obligatoire. Pour tout dire, on a perdu confiance dans la force de la classe ouvrière et dans sa possibilité de mener sa lutte elle-même, en toute indépendance. Il s'ensuit que lorsque des possibilités de lutte se font jour, lorsque son besoin d'action se manifeste, la classe ouvrière se tourne de moins en moins du côté de la C. G. T. et qu'instinctivement, c'est le côté de la C. G. T. U. qu'elle choisit.

Nous attachons une grande importance à la C. G. T. U., à sa vie et à son action, en raison de ce fait que c'est vers elle que la classe ouvrière se tourne lorsqu'elle veut lutter, lorsqu'elle éprouve le besoin d'agir. Nous pensons que dans les circonstances actuelles, la C. G. T. U. devrait être l'arme essentielle de la classe ouvrière. Mais alors comment se fait-il que la classe ouvrière ne s'agglomère pas autour d'elle, que la classe ouvrière se tourne vers la C. G. T. U., mais qu'elle n'y reste pas, qu'elle commence à mener ses luttes en dehors des organisations unitaires ? Comment se fait-il que la C. G. T. U. ne joue pas le rôle de premier plan qu'elle était destinée à jouer dans le mouvement ouvrier?

La confiance que la classe ouvrière n'a plus dans la vieille C. G. T., la C. G. T. U. n'a pas su la gagner, elle n'a pas su conserver celle qu'elle avait gagnée.

La C. G. T. U. n'est pas restée fidèle à l'esprit et au programme de son congrès constitutif de Saint-Etienne. Elle avait alors repris à son compte le principe de l'indépendance absolue des syndicats envers tous les partis politiques, comme une condition indis-

pensable à la cohabitation des ouvriers de toutes les tendances dans les syndicats unitaires. Elle piétine aujourd'hui ce principe. Ses dirigeants ont abjuré le syndicalisme, ils réalisent ouvertement la direction unique de la C. G. T. U. et du Parti communiste. Ils ont institué dans la C. G. T. U. le syndicalisme de secte : les communistes et les sympathisants communistes sont les seuls à se sentir absolument chez eux dans les syndicats unitaires. Aux dernières élections municipales, nous avons vu les secrétaires de la C. G. T. U., des Fédérations et des Unions, intervenir publiquement et activement en faveur des candidats du Parti communiste. Cette pratique de la direction unique, l'affirmation permanente que l'on fait du syndicalisme politique, cela éloigne les ouvriers des syndicats. La direction unique, la subordination de toute action syndicale à l'action politique du Parti communiste, telle est la cause principale de la baisse des effectifs de la C. G. T. U.

Mais il reste malgré cela dans la C. G. T. U. un certain effectif d'ouvriers de l'industrie privée qui devraient tout de même traduire les besoins généraux de la classe ouvrière et obliger les fonctionnaires à mener une action conforme à ces besoins. Seulement, dès 1925, la C. G. T. U. s'est donnée une organisation intérieure extrêmement centralisée qui — sans parler de la difficulté qu'il y a de pouvoir aujourd'hui se faire entendre lorsqu'on n'appartient pas à la coterie communiste ou lorsqu'on ne défend pas le point de vue officiel du Parti communiste — empêche l'expression des sentiments et des désirs véritables des syndiqués. Entre le syndiqué et la direction de la C. G. T. U., on a disposé tant d'organisations échelonnées, que c'est un petit miracle quand la voix d'en bas parvient à se faire entendre de l'état-major d'en haut. Car le bureau confédéral ne se considère plus comme l'exécuteur de la volonté des syndiqués, il se croit un véritable état-major, et, comme tel, il vit dans l'ignorance absolue de ce que pensent et de ce que pourraient vouloir les troupes placées sous son commandement. La disparition des Unions départementales et la suppression des syndicats locaux ont anémié la C. G. T. U., elles l'ont privée de multiples cellules vivantes qui étaient autant de forces, autant de points d'appui dans la classe ouvrière. Le Comité national n'est plus que l'assemblée des fonctionnaires des Unions régionales. Comme matériellement ces fonctionnaires dépendent du bureau confédéral qui les choisit et qui les paie, la base syndicale n'a plus de représentants directs dans l'organisme de gestion de la C. G. T. U. Si la radicalisation des masses se produisait vraiment, elle aurait énormément de mal à se faire sentir au Comité National de la C. G. T. U.

Il arrive cependant que l'état d'esprit réel de la classe ouvrière se manifeste dans la C. G. T. U.; il arrive que sa volonté de lutte se fasse jour. Mais alors les dirigeants ne se croient pas tenus de comprendre les désirs et de suivre les volontés des ouvriers. Ils entendent ne diriger les grèves que d'après les conceptions qu'ils se sont forgées. Ils ne craignent pas de « forcer » l'esprit de lutte qui se manifeste partiellement pour tenter de réaliser artificiellement un mouvement général. Les dirigeants de la C. G. T. U. se sont brûlés ainsi dans les grandes usines de la métallurgie parisienne. Ils ont fait partir Halluin parce qu'ils espéraient contre toute évidence entraîner Roubaix-Tourcoing. Richetta s'était fait accuser par Thorez d'avoir empêché deux mouvements de grève dans le Textile de Roanne. Il s'est hâté de lui en chauffer un troisième à la méthode bolchevik et d'ajouter ainsi un échec à la liste déjà longue de ceux que la C. G. T. U. enregistre depuis six mois. La classe ouvrière trouve dans la folle tactique des grèves observée par la C.G.T.U., une raison de plus de lui retirer sa confiance : toute faute commise dans les grèves compromet l'influence unitaire et réduit les effectifs, toute grève « forcée » discrédite la C. G. T. U. pour longtemps.

Sur un autre aspect de la lutte ouvrière actuelle, une nouvelle tactique adoptée par la C. G. T. U. ne paraît pas de nature à renforcer les organisations syndicales. Voilà maintenant les ouvriers inorganisés parés de toutes les vertus. Combatifs, énergiques, résolus et tenaces. Quant aux syndiqués, c'est de la petite bière! Autant dire à la classe ouvrière qu'elle n'a pas besoin de venir dans les syndicats unitaires et que pour conserver sa combativité, son énergie, sa résolution et sa ténacité, il est préférable qu'elle reste inorganisée. C'est une plaisanterie dangereuse. Il y a un an, dans une résolution de son IVe Congrès spécialement consacrée à la C. G. T. U., l'Internationale Syndicale rouge fixait comme objectif immédiat à la C. G. T. U. de doubler ses effectifs au cours de l'année prochaine (« Vie Ouvrière » du 20 avril 1928). Un an a passé. Les effectifs de la C. G. T. U. n'ont pas doublé. Ils ne se sont même pas maintenus. Aucun recrutement n'a été fait parmi les 90 % d'ouvriers inorganisés. Comment amènerait-on les ouvriers inorganisés dans les syndicats quand on refuse de leur montrer que leur premier devoir est d'y venir?

Enfin, si les masses ouvrières étaient vraiment radicalisées, il est hors de doute qu'elles réaliseraient et au besoin qu'elles imposeraient l'unité d'action, car il ne peut y avoir de grandes luttes ouvrières sans cette unité. Les dirigeants de la C. G. T. U. ont cru, eux, qu'ils devaient désavouer cyniquement la politique d'unité qu'ils ont suivie jusqu'au Congrès confédéral de Bordeaux, politique que ce Congrès avait confirmée en se prononçant contre la tactique du « grignotage » des organisations confédérées. Les dirigeants de la C. G. T. U. violent systématiquement les résolutions des Congrès sur ce point. Ils piétinent chaque jour un peu plus l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale en France. Ils ont abandonné et ils condamnent la tactique du front unique; tout rapprochement entre les organisations ouvrières, même à la base, leur fait maintenant horreur. Ils dirigent en permanence leurs feux contre les militants confédérés, contre les grands chefs comme contre les secrétaires de syndicats. Toute occasion est bonne aux dirigeants de la C. G. T. U. pour creuser davantage le fossé. Cette tactique scissionniste, anti-unitaire, aboutit à rendre la classe ouvrière incapable d'une offensive d'ensemble contre le Patronat. Les dirigeants de la C. G. T. U. enlèvent à la classe ouvrière les moyens de lutter victorieusement. Ils brisent en elle, en même temps que tout espoir de revoir l'unité un jour, tout espoir de succès dans les luttes revendicatives quotidiennes.

***

Nous ne croyons pas à la radicalisation des masses. C'est un bluff des dirigeants de la C. G. T. U., un bluff du genre de celui que nous avons connu en 1925 lorsqu'ils nous montraient la classe ouvrière française prête à lutter avec eux contre la guerre du Maroc et participant en masse aux congrès ouvriers. A cette époque, ils ont saboté la volonté de lutte de la classe ouvrière contre la guerre coloniale; aujourd'hui, ils sabotent la renaissance de l'esprit de lutte qui se fait sentir dans la classe ouvrière; ils grossissent cette renaissance, ils la déforment, ils l'empêchent de se développer et de se traduire dans les faits.

Ils ont inventé la radicalisation des masses pour justifier leur abandon de la tactique d'unité et leur acharnement à aggraver la division de la classe ouvrière. C'est une manœuvre criminelle que nous avons le devoir de combattre.

En vain, les dirigeants de la C. G. T. U. tenteront de masquer par une politique qu'ils prétendent toujours plus à gauche, l'effondrement de l'organisation dont ils ont la charge et leur incapacité à conduire la lutte ouvrière. La C. G. T. U. aurait dû être la plus forte organisation ouvrière de ce pays, et ils l'ont réduite à n'être plus qu'une annexe du Parti communiste. Quoi qu'il arrive, nous resterons dans la C. G. T. U. pour dégonfler le bluff, pour montrer la manœuvre — pour hâter le redressement qui s'impose, pour lutter contre le sabotage du mouvement ouvrier par ses dirigeants.

Maurice CHAMBELLAND.

NOUVELLES DE L'INTERNATIONALE

Le Premier Mai à Berlin

La Social-démocratie allemande s'est de nouveau montrée sous son vrai visage. Elle n'a pas renié Noske, dont le préfet de police de Berlin, le social-démocrate Zoergiebel, s'est révélé le digne continuateur en interdisant à la classe ouvrière berlinoise de manifester dans la rue pour le Premier Mai, et en la faisant mitrailler par ses schupos. Cette journée du Premier Mai a coûté plus de vingt morts et des centaines de blessés au prolétariat de Berlin.

Nous avons demandé à un de nos camarades allemands de nous faire le récit de ces événements. En attendant ce récit, nous tenons à reproduire des extraits d'un journal bourgeois, *La Gazette de Francfort*, qui constituent un témoignage intéressant.

Voilà des années — écrivait la *Gazette de Francfort* le lendemain du Premier Mai — *que des heurts de cette envergure et un nombre aussi impressionnant de morts et de blessés n'avaient été vus. Du point de vue politique aussi, bien des ombres sont évidentes : le mot d'ordre de : « l'interdiction de toute manifestation le Premier Mai » n'a pas seulement dépassé de beaucoup, dans son impopularité, les cercles du parti communiste; de très nombreux ouvriers non communistes ne parvinrent pas seulement à comprendre pourquoi l'on n'avait pas cette fois le droit de célébrer la « fête universelle du travail » et de manifester, comme toutes les autres années.*

Même à l'intérieur de la bourgeoisie, ce mot d'ordre ne pouvait pas trouver de véritable assentiment. Les victimes qu'il fit pour sa réalisation ne le rendront populaire nulle part. Et le tableau aussi, que Berlin a offert le Premier Mai au Reich et à l'Etranger n'est certes ni réjouissant, ni utile...

... Celui qui a assisté personnellement aux désordres et qui les a contemplés, était frappé du grand nombre d'innocents qui en furent les victimes, et combien eurent à souffrir ceux précisément qui, dans la conscience de leur qualité de citoyen, prétendaient avoir, en bons bourgeois, droit à une place dans la rue aussi bien qu'à un œillet rouge à leur boutonnière, tandis que certains des responsables surent disparaître habilement et au bon moment. Il est indiscutable que la police de sûreté elle-même est loin d'être innocente des regrettables mais fréquentes brutalités contre de simples spectateurs, voire des innocents. Certains pelotons semblent avoir pensé que Berlin ne se composait plus que de manifestants communistes, de façon à ce que l'on n'ait pas à se casser la tête pour savoir où frapper. Il est plus que probable que demain tout cela sera liquidé — et pas entièrement à tort, — par un « c'est la guerre! » impuissant. D'accord! Mais que l'on songe, une autre fois, qu'il n'est pas du devoir de l'administration politique d'être victorieuse dans une guerre, mais qu'elle a avant tout la tâche d'empêcher un « état de guerre » comme celui d'hier.

Un mouvement pour l'unité syndicale en Roumanie

Nous avons eu la bonne fortune de recevoir ces jours-ci un numéro du *Proletarul* (le *Prolétaire*), organe du mouvement pour l'unité ouvrière en Roumanie.

Le *Prolétaire* est un journal bien fait et bien documenté, qui montre de suite toute la physionomie du mouvement ouvrier de Roumanie. Il est fait uniquement par des « amateurs », pour la plupart des ouvriers.

Selon ce que nous avons pu lire dans ce numéro, la situation est la suivante :

A la tête du pays se trouve un espèce d'Herriot qui, avec le concours « symbolique » de toute une série de Renaudels, mène une politique d'oppression de la classe ouvrière au profit du capitalisme national et international. Afin de s'attirer la confiance de la finance internationale, le gouvernement paysan-démocrate-national de M. Maniu maintient l'état de siège là où l'ordre est menacé par les mouvements ouvriers. Ainsi tout dernièrement, après le Congrès de la C. G. T. U. roumaine, le gouvernement a dissous cette organisation sans que la presse démocrate et socialiste ne proteste, pas plus que les députés social-démocrates élus avec le concours du gouvernement.

A côté du tout-puissant parti paysan-national (tous les partis sont puissants et nationaux en Roumanie, quand ils sont au pouvoir!) il existe (ou plutôt il vivote) ce qui a été autrefois le parti social-démocrate, du temps de Rakovsky, de Dobrogeanu, de Gherea, de Bujor, de Frimu, etc.; ce parti était vivant, courageux, intransigeant et internationaliste; il est aujourd'hui le chien de garde d'un gouvernement qui tue à petites doses depuis neuf ans, dans l'affreuse prison de Doftana, cet apôtre sans tache qui s'appelle Ch. G. Bujor. Ce parti possède, comme de juste, sa C. G. T. social-démocrate qui, du côté des patrons, fait exactement la même besogne que le parti du côté du gouvernement.

Les autres partis de gouvernement sont, en attendant de reprendre leurs places, dans l'opposition de Sa Majesté! Il existe, de ce côté-ci de la barricade, ce qui s'appelle la Section roumaine de l'Internatio-

nale Communiste, mais cette organisation n'a pas d'existence légale; elle vit illégalement; ce n'est pas une dénonciation que nous faisons ici, car le gouvernement roumain connaît son existence et il la rend même légale au fur et à mesure qu'il met ses membres en prison! Naturellement, le parti communiste a aussi sa C. G. T.; c'est la C. G. T. U. qui, depuis un mois, est illégale et qui, comme le parti, donne du travail au gouvernement et à la Sûreté générale.

Or, voici que, devant la trahison des chefs social-démocrates et devant le donquichottisme des bons bougres de communistes, il s'est créé un parti intitulé « Parti socialiste des ouvriers de Roumanie », composé de l'aile gauche social-démocrate et de l'Opposition communiste. Ce parti s'emploie à refaire l'unité de la classe ouvrière.

A l'occasion du Congrès de la C. G. T. U. qui s'est tenu en avril à Timisoara, une commission qui a été constituée pour propager l'idée de l'unité et qui s'intitule « Commission Centrale pour l'Unité Syndicale », a envoyé un message aux C. G. T. pour leur proposer la reconstitution de l'unité syndicale. La C. G. T. social-démocrate a répondu « avec l'insolence caractéristique aux serviteurs parvenus » et le Congrès de la C. G. T. U. a repoussé purement et simplement la proposition.

La Commission ne s'est pas laissée décourager par ce premier échec (Monatte en a vu d'autres et n'en est pas moins optimiste) et elle vient de publier un manifeste à la classe ouvrière organisée et non organisée, l'invitant à refaire l'unité syndicale.

Voici comment elle conçoit l'unité :

1° *Indépendance envers les Internationales syndicales et envers les groupements politiques jusqu'à la réalisation de l'unité syndicale et politique à l'échelle nationale et internationale. Lutte pour la création de l'Internationale Syndicale unique.*

2° *Action de masse par la lutte de classe intransigeante, sans compromis et sans collaboration.*

3° *Acceptation de la démocratie ouvrière réelle et de la liberté de critique et d'opinion à l'intérieur du mouvement syndical unifié.*

Pour la réalisation pratique de l'unité, la Commission propose :

a) La nomination d'un Comité Central provisoire mixte qui devra élaborer les modalités pratiques de l'unité; présidera à la réalisation de l'unité syndicale par localités et par Unions professionnelles et dirigera le mouvement unifié jusqu'au Congrès national.

b) Après la réalisation de l'unité, le Comité provisoire convoquera, dans un délai de six mois, un Congrès général avec la pleine garantie d'une large représentation proportionnelle.

c) Le Congrès général syndical décidera des formes de l'administration, de la tactique, du programme d'activité et de la direction centrale du mouvement syndical.

Nous saluons avec d'autant plus de sympathie ce mouvement que nous trouvons parmi les signataires des noms de vieux militants syndicalistes des deux C. G. T. comme V. Anagnoste; C. Manescu, ancien secrétaire général de la Fédération des Transports; N. Damian-Balanescu, ancien secrétaire général de la C. G. T. unique, devenue la C. G. T. réformiste; N. Marian, ancien secrétaire général de la C.G.T.U.; Gh. Tanase-Jassi, typographe et ancien député communiste; I. Neagu-Negulescu, employé et écrivain prolétarien; N. Georgescu-Ploesti; Gh. D. Petrescu, métallurgiste; F. Dorojan-Galatz, etc., etc.

⁂

Je ne veux pas terminer ce court article sans dire un mot d'une grande figure révolutionnaire que le prolétariat roumain vient de perdre par la mort de Gh. M. Vasilescu-Vassia, ancien secrétaire de la Fédération des Employés de Roumanie et ancien rédacteur des journaux ouvriers depuis 1914. Vassia est mort de tuberculose le 20 mars cette année; je le connaissais depuis plus de 15 ans et j'avais pour lui la plus grande estime. Poitrinaire depuis près de vingt ans, il n'a jamais voulu prendre de repos et s'est donné sans cesse, corps et âme, aux intérêts de la classe ouvrière.

Je me rappelle un épisode de sa vie, qui montre l'homme dans son entier. En 1915, il avait eu une rechute dans sa maladie et était hospitalisé à l'Hospice des Tuberculeux de Filaret. C'était la période où le parti socialiste développait une grande activité contre l'entrée en guerre de la Roumanie. Nous étions rassemblés dans un grand meeting où Rakovsky prononça un de ses inoubliables discours. Tout à coup, nous vîmes Vassia monter à la tribune et demander la permission d'apporter sa part de révolte contre la guerre. Malgré l'intervention des camarades pour qu'il regagne son hospice, Vassia prononça son discours; il en eut pour plusieurs mois à cracher le sang. Adieu Vassia, d'un camarade qui t'a beaucoup aimé et admiré! — L. N.

Notes Economiques

REPONSE A JUIN

La lettre du camarade Juin, que la *R. P.* a publiée dans son numéro du 1er avril, a d'autant plus d'importance que Juin a été en Russie, — et n'y a pas été seulement en touriste. Comme tous ceux qui ont séjourné en U. R. S. S. et y ont travaillé, Juin juge la situation actuelle sans enthousiasme; ce n'est pas nous qui le contredirons sur ce point. Mais le camarade Juin va plus loin : de la situation actuelle il tire un jugement d'ensemble sur la Révolution russe. Je ne crois pas trahir sa pensée en disant que l'idée fondamentale de sa lettre est que les difficultés actuelles ne se produiraient point si la Révolution avait éclaté dans un pays plus riche et plus évolué. Or, c'est là, à mon sens, une idée entièrement fausse.

La croyance — qu'on présente souvent comme une idée marxiste alors qu'elle est à l'exact opposé du marxisme — que d'une société capitaliste suffisamment évoluée la société socialiste pourra sortir toute formée, que le prolétariat n'aura qu'à remplir un rôle d'héritier, s'installant purement et simplement dans les meubles de la bourgeoisie, qu'il aura eu tout juste la peine de pousser un peu rudement dans la tombe si elle tarde trop à mourir, me semble la plus grande et la plus dangereuse des illusions. Le socialisme est l'antithèse du capitalisme; la société socialiste fonctionnera et ne pourra fonctionner que sur des principes diamétralement opposés à ceux du capitalisme ; l'unique moteur de la civilisation capitaliste étant le profit, et celui-ci se trouvant supprimé, tous les rouages sociaux, d'ordre moral comme d'ordre matériel, sont à construire de nouveau. C'est tout un monde nouveau à édifier, et quel que soit le degré de développement auquel pourra être parvenu le capitalisme, cette tâche ne saurait être éludée. Le développement du capitalisme amène le prolétariat à être suffisamment nombreux, suffisamment cohérent, suffisamment fort et suffisamment conscient, pour vouloir accomplir cette tâche et être capable de l'accomplir, mais il ne saurait lui éviter d'avoir à l'accomplir. Le prolétariat n'est pas l'héritier du capitalisme, il est un être nouveau enfanté

par le capitalisme, et qui, comme l'enfant dès qu'il est sorti de la matrice de sa mère n'en a pas moins, à si juste terme qu'il soit né, à lutter par ses propres forces, pour vivre, grandir et se développer.

C'est pourquoi je ne pense pas que ni l'un ni l'autre des deux grands problèmes que pose actuellement la Révolution russe, et que signale Juin, se seraient trouvés éliminés du simple fait que la Russie de 1917 aurait été plus riche ou plus industrialisée.

Le problème de la *smitchka*, de la liaison de la ville et de la campagne, des prix relatifs des produits agricoles et des produits industriels? Comment penser qu'il s'agit là d'un problème dont la solution aurait dépendu tout simplement d'une abondance suffisante de produits manufacturés, alors que ce même problème se pose avec une acuité au moins aussi grande qu'en Russie, dans les pays capitalistes les plus industrialisés ? Durant tout le cours du siècle dernier, l'Angleterre fut le pays le plus industriel, celui qui disposait, de beaucoup, de la plus grande quantité d'objets manufacturés ; or, elle n'a alors trouvé le moyen de résoudre le problème de la *smitchka* qu'en dépeuplant ses campagnes, en réduisant sa culture à presque rien. Plus de la moitié des terres de la Grande-Bretagne sont maintenant incultes, parce que ceux qui les cultivaient autrefois, ne pouvant plus vivre du travail de la terre, ont dû laisser l'herbe envahir ce qui, il y a moins d'un siècle, était encore terre à blé. Et dans le pays qui, aujourd'hui, est le plus industriel du monde, aux Etats-Unis, ne voyons-nous pas le problème de la *smitchka*, de l'équilibre entre les fermiers de l'Ouest et les industriels de l'Est, être depuis des dizaines d'années, le problème capital de la vie politique américaine, problème qui demeure toujours aussi loin de sa solution, malgré l'accroissement formidable de la richesse des Etats-Unis en objets manufacturés. Peut-on en conclure que les Etats-Unis et l'Angleterre ne sont pas encore mûrs pour le capitalisme?

La vérité est que le problème des relations entre la ville et la campagne est un problème qui existe depuis qu'il y a des villes, et qui durera tant que la fusion entre la technique des villes et la technique de la campagne ne sera pas réalisée. La lutte entre ces deux éléments de l'économie est un des traits les plus fondamentaux de l'histoire, le capitalisme n'a pas plus résolu ce problème que les régimes antérieurs; un plus grand développement du capitalisme ne permettrait point à la Révolution de le trouver davantage résolu. Tout ce que l'on peut dire c'est que l'importance considérable que prend cet antagonisme en U. R. S. S. confirme seulement combien ont eu raison les révolutionnaires communistes non orthodoxes, tels que Sorel et Elisée Reclus, lorsqu'ils ont souligné l'importance qu'il avait eue au cours de l'histoire, contrairement à Marx qui l'a plutôt, peut-être de propos délibéré, laissé dans l'ombre.

Quant au second point, à ceci que le prolétariat russe est en train, du fait de l'actuelle réaction, de se laisser confisquer les conquêtes les plus substantielles de sa Révolution, cela pareillement ne me semble rien prouver contre la maturité révolutionnaire du prolétariat russe. Si mûre que soit une classe pour son émancipation, elle passe toujours, lorsqu'elle vient d'accomplir un effort révolutionnaire, par un moment de lassitude durant lequel il semble qu'elle se désintéresse de ses conquêtes et va se les laisser arracher définitivement. Mais ce moment de lassitude ne signifie point que la classe n'était pas mûre pour accomplir sa Révolution. Si on estime que l'actuelle réaction stalinienne prouve que le prolétariat russe n'était pas mûr pour sa Révolution, il faut dire aussi qu'en 89 la bourgeoisie française n'était pas mûre pour la sienne, parce qu'après la Convention, il y a eu le Directoire, l'Empire et la Restauration!

L'esprit humain est très porté au préjugé de la continuité. Nous ne pouvons comprendre, nous ne pouvons soumettre au calcul, à la science, à nos prévisions, que ce qui est continu. Dès lors, nous sommes toujours portés à croire que tout, dans la nature est continu. Or, c'est le contraire qui est vrai. La continuité n'existe dans la nature qu'entre de très étroites limites. Toujours, au bout de quelque temps, apparaît une discontinuité. La vie n'évolue que par une suite d'oppositions. Non seulement le processus social est coupé de révolutions, mais le processus révolutionnaire lui-même n'est qu'une suite d'actions et de réactions, de « thèses » et d' « antithèses » pour employer le langage hégélien-marxiste. Et c'est pure illusion de croire qu'en retardant une révolution, celle-ci pourrait se développer d'une manière continue, sans périodes de réaction. L'U. R. S. S. en est actuellement à l'antithèse, elle passe actuellement par une période de réaction, mais cela n'apporte rien contre la thèse, contre la période d'action qui a précédé; tout au contraire, la valeur de celle-ci en est plutôt confirmée : une révolution qui échoue ne connaît point de réaction.

R. LOUZON.

Le Collier de Perles

« Pensez que la bourgeoisie française vient de porter à six ans la durée du mandat municipal; oui, pendant six ans, vos revendications seront ballotées au gré des flots si vous n'y prenez garde, c'est de votre vote que dépendra l'avenir de vos revendications, ... c'est de votre vote que dépendra votre situation matérielle et morale. »

M. TOUCHARD.
(Dans l'organe du syndicat unitaire des Métros).

LE COIN DU LIBRAIRE

Nous ne saurions trop remercier Amédée Dunois de l'étude sur Lissagaray qu'il a donnée comme préface à la nouvelle édition de *l'Histoire de la Commune de 1871*, édition qu'il a bien voulu revoir avec toute l'attention dont il est coutumier. Il est possible que les révolutionnaires du jour — d'un jour, pourrait-on dire — tiqueront au rappel des idées généreuses de « Justice » et de « Liberté », mais il n'en est pas moins certain que sans elles il n'y aura pas de Révolution sociale.

Notre joie est donc double en mettant enfin en circulation cet ouvrage qui efface quatre ans de soucis et qui continue une collection commencée, au milieu de mille difficultés aussi, par les *Réflexions sur l'éducation*, d'Albert Thierry.

Regrettons cependant qu'un tel livre n'ait trouvé que trois cent cinquante souscripteurs, dont cinquante par le réformiste « Populaire » et cent par « l'Eglantine » de Bruxelles, et que les militants des masses « radicalisées » dont les « sommets » possèdent cependant un puissant organisme de « diffusion », se soient si peu intéressés au livre qui traite le mieux des événements qui ont inspiré les dirigeants de la Révolution d'Octobre. Il est vrai que les mêmes « militants », les mêmes « sommets » et le même « organisme » de diffusion firent le même sort à la carte de l'U. R. S. S. que nous avons publiée au début de 1927.

Pour terminer cette petite note, rappelons que nous voulons parvenir à éditer de telles œuvres épuisées ou de nouvelles du même ordre à des prix exceptionnels au moyen de la souscription payée d'avance.

A ceux qui ont reçu la *Commune* comme souscripteurs au prix de 12 francs et à ceux, même, qui la paieront à son prix définitif de 25 francs de dire si notre effort est digne de leur aide... et de leur intérêt. — M. H.

LA

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Les Fonctionnaires vont-ils sortir de l'impasse des traitements ?

Les membres de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement technique ont tenu leurs congrès en mars dernier au lycée Louis-le-Grand.

Ici, la Société des agrégés et les chargés de cours, non affiliés à la Fédération générale de l'Enseignement, là le Syndicat national des professeurs de collège; dans des salles voisines et chacun chez soi, le Syndicat national des professeurs adjoints et répétitrices des lycées, le Syndicat national des répétiteurs de collège, et enfin le Syndicat national des maîtres d'internat. L'Enseignement technique faisait aussi salle à part.

A l'instar des potaches de l'Empire, dans toutes ces classes bien compartimentées, à la même heure, tous les maîtres des lycées et collèges de France et de Navarre pâlissaient sur la même tâche ingrate : *la question des traitements*.

Cette marche parallèle était imposée aux congressistes de toutes les catégories par la loi de nécessité. Aujourd'hui un peu plus qu'hier, les maîtres tirent le diable par la queue. Ils font ça avec la discrétion de gens qui veulent paraître « bien élevés » et c'est même pour cette raison que personne n'en sait rien. Au surplus, ils ne tiennent pas à ce qu'on le sache. Lorsqu'on porte un pantalon trop ostensiblement fatigué, on ne soulève pas les pans de sa jaquette.

Depuis plus de six ans, la question des traitements figure à l'ordre du jour de tous les congrès annuels et extraordinaires. C'est le plat de résistance, mais c'est un plat qui ne nourrit pas son monde.

Cette sempiternelle question risque de tenir l'affiche encore longtemps, à moins que, fatigués des roueries d'une Administration qui sait diviser pour régner, les fonctionnaires, ceux-ci et tous les autres, ne se décident à rompre avec les méthodes désuètes d'un amicalisme vieillot et par trop primitif.

Nos Syndicats d'aujourd'hui sont les Amicales d'hier. Ces Amicales s'étaient placées sous l'égide de la loi de 1901. Le but poursuivi était le suivant : « Combattre l'arbitraire administratif et l'ingérence des politiciens. » De quelle façon s'il vous plaît? En se jetant à corps perdu dans la mêlée politique. C'est ce que l'on faisait aux temps héroïques du vrai bloc. On le soutenait de toutes ses forces pour, au lendemain de la victoire, pouvoir solliciter plus efficacement.

Des années se sont écoulées, la guerre a passé par là et l'on n'en a pas moins vu les dirigeants de la Fédération des fonctionnaires se faire les grands électeurs du cartel de 1924.

Au lendemain du triomphe, les fonctionnaires se sont trouvés Gros-Jeans comme devant — en 1924 comme en 1906. Comme devant on a vu maintes Commissions Exécutives faire antichambre chez les ministres, au Luxembourg et au Palais-Bourbon. On a vu maintes délégations s'agripper au cordon de sonnette de tel élu plus ou moins influent. C'est cela, rien d'autre que cela, l'action syndicale des fonctionnaires et les dirigeants de la Fédération trouvent cela parfait. Ils assistent les solliciteurs dans leurs démarches et les encouragent à persévérer dans cette voie semée d'embûches et combien favorable aux atermoiements. Nous devons à la vérité de reconnaître que les dirigeants de la Fédération Autonome n'agissent pas autrement.

En suivant ces directives, les fonctionnaires se sont engagés dans une impasse.

Lorsque les gouvernants s'aperçurent qu'ils ne pouvaient plus, avec des majorations de traitement toujours dérisoires, tenir en haleine les fonctionnaires, ils envisagèrent d'autres solutions. Poussés par des nécessités impérieuses, les fonctionnaires avaient sur eux quelque avance. Dans les organes corporatifs, il était depuis longtemps question d'échelle mobile, de traitement vital à la base, et autres solutions qui eussent permis aux fonctionnaires, sinon d'ajuster leurs traitements au coût de la vie, mais tout au moins d'obtenir un redressement qu'ils attendent encore. Avec des chefs résolus, et une bonne discipline dans les rangs, le mouvement devait aboutir.

L'Administration, et avec elle les dirigeants de la Fédération, trouvèrent plus expédient de procéder à une « péréquation interne et externe des traitements » des différentes catégories. L'opération était une sorte de reclassement des fonctionnaires *d'après leur culture*. Devant des aréopages plus ou moins qualifiés — plutôt moins que plus — des centaines de catégories ont défilé, et l'on a assisté au petit jeu des assimilations. Assimilations quant au traitement, qui ont eu pour effet de réunir, en des caravansérails spacieux, des multitudes de catégories qui ne se connaissent ni d'Eve, ni d'Adam. Cette marche vers la Mecque dure depuis sept à huit ans, et ce n'est pas fini. La Commission Hébrard de Villeneuve a cédé le pas à la Commission Trépont qui, à son tour, s'est effacée devant la Commission Martin. Celle-ci s'est disloquée avant d'avoir terminé ses travaux. Avec les 500 millions dont elle disposait (500 millions pour six cent mille fonctionnaires), elle a fixé à 10.000 francs le nouveau traitement de base et le plafond à 100.000. Sur cette vaste échelle, c'est à qui cherchera à gravir un échelon, c'est à qui exaltera sa culture. Vous voyez d'ici la bousculade; les dirigeants de la Fédération n'avaient pas prévu ça : des catégories brandissant leur culture pour faire un pas en avant; ils ne croyaient pas qu'à défaut d'autres, de telles armes pussent s'entrechoquer.

Grâce à cette vieille ficelle qu'a été pour elle la péréquation, l'Administration a pu tenir en haleine, des années durant, des fonctionnaires à bout de souffle.

La Commission Martin avec ses cotes trop mal taillées a mécontenté tout le monde. Que vouliez-vous qu'elle fît avec les crédits infimes dont elle disposait? Les catégories les plus favorisées — nous ne parlons pas de celles qui trônent au plafond — constatent qu'elles sont loin de compte. Les catégories sacrifiées par la Commission, meurtries, désemparées, sont minées par la dissidence. Les dirigeants de la Fédération se multiplient et parcourent les rangs. Ils ont beau se démener, exhorter ceux-ci, invectiver ceux-là, les troupes qui les avaient suivis aveuglément, se débandent. Elles sont fatiguées. La lutte qu'elles ont menée n'a pas duré moins de sept ans. Et quelle lutte! lutte en vase clos, lutte réduite au grignotage lent et débilitant d'un os dépourvu de toute moelle nourricière. Elles s'aperçoivent aujourd'hui que la péréquation a été, pour elles, une mystification grossière et la plus odieuse des duperies.

Aussi les voit-on se regrouper en de nouvelles formations de combat et s'apprêter à de nouvelles luttes au cours desquelles l'Administration les verra une fois de plus, avec une joie mauvaise, se dresser les

unes contre les autres. Après la débâcle, les gens de la Fédération plastronnent plus que jamais. Ah! ce n'est pas eux qui s'écrieront : « Nous n'avons pas voulu ça. » Au contraire, ils crânent, mais ils ne donnent pas le change, ils sont jugés et bien jugés.

Une nouvelle lutte se prépare autour d'un os qui va s'user à traîner sur le tapis : les 320 millions que l'Etat patron jette négligemment à ses fonctionnaires. Ce geste lui coûte assez peu, l'impôt démocratique sur les traitements lui rapporte au bas mot 700 millions. Le patron veut bien en abandonner la moitié à ses serviteurs. C'est si amusant de les voir s'arracher ces lambeaux de leur propre chair.

Comment seront répartis les 320 millions? La Fédération des fonctionnaires a sa solution, toujours la même : une Commission doit être chargée de ladite répartition. Devant de nouveaux augures les catégories favorisées sont prêtes à remettre ça et à ramer sur cette nouvelle galère pendant quatre ans s'il le faut. Elles ne veulent rien perdre des minces avantages que leur a valus la péréquation. « Respect des parités acquises » tel est leur mot d'ordre. Derrière elles marchent, mais sans trop de conviction, les éléments des catégories sacrifiées qui ont encore foi en l'étoile de Laurent et qui espèrent encore qu'ils les aidera à sortir des profondeurs où elles ont été précipitées sous ses yeux.

Devant ces troupes fidèles jusqu'à l'ultime pantalonnade, se dressent les dissidents de ces catégories sacrifiées. Ils ont rallié au hasard des rencontres des catégories moins intéressantes, et constitué avec elles le cartel dit du coefficient 5.

Ce cartel qui est un aggloméré de tous les mécontentements et de toutes les rancœurs, justifiés ou non, demande à l'Etat, des traitements équivalents à ceux de 1914. Le franc stabilisé à 4 sous, ils réclament leurs 20 sous (4×5=20).

L'argument est sans réplique, mais il est des catégories qui peuvent attendre. Les 320 millions y passeraient. Cette solution n'est évidemment pas du goût de ceux qui se cramponnent aux parités acquises avec coefficient 7 ou 8. Ils tiennent à conserver le rang que la péréquation leur a donné dans la hiérarchie administrative. Ils ont raison pour la plupart, leurs exigences n'ont rien d'excessif, ce qui est excessif, c'est l'exiguïté des crédits.

Et cette exiguïté des crédits rend le problème insoluble.

La seule solution élégante d'un problème si difficile est celle de la troisième colonne qui monte à l'assaut des 320 millions. Celle-ci c'est la cohorte des plus mal lotis, des petits, des tout petits : du moment, disent-ils, qu'il n'y en a pas pour tout le monde, en toute justice, ces misérables crédits devraient aller aux plus dénués.

Ils ne seront pas entendus, et l'on ne verra pas, sur un mince sacrifice (quelques centaines de francs) les fonctionnaires (petits et moyens) sceller une union durable, leur permettant de finir par où ils auraient dû commencer : Exiger d'une Administration sans vergogne *l'ajustement de leurs traitements au coût de la vie.*

J.-B. BORY.

Les communistes et les grèves

Une nouvelle et claire affirmation de la volonté du Parti communiste de diriger le mouvement syndical et les grèves nous est donnée par la résolution que voici, adoptée par la récente conférence communiste de la région du Languedoc :

La conférence régionale condamne toute orientation séparant le travail du parti du vrai travail syndical. Tous les communistes doivent lutter dans les syndicats pour les animer, les diriger par l'intermédiaire des fractions dans les luttes corporatives et leur insuffler l'esprit communiste.

Ils doivent être à la pointe du combat dans toutes les batailles ouvrières contre le capitalisme.

La conférence considère comme excessivement dangereux tout courant tendant à cacher le rôle du Parti pendant les grèves parce que pouvant nuire au mouvement.

Cette appréciation social-démocrate du rôle du Parti, doit être sévèrement combattue.

A propos de la "Journée rouge"

A propos de la « Journée rouge » contre la guerre que les dirigeants communistes annoncent pour le 1er août, nos camarades V. Godonnèche et J. Aufrère viennent d'adresser la déclaration suivante au secrétaire de la Typographie unitaire parisienne :

Camarade Secrétaire,

Nous te demandons de bien vouloir saisir le Conseil de la déclaration suivante :

Au Congrès du Parti communiste français, Monmousseau, secrétaire confédéral, *rapportant la question syndicale, a lancé comme mot d'ordre, au nom du Bureau politique dont il fait partie, la « préparation d'une journée rouge » contre la guerre* (Humanité *du* 5 *avril* 1929).

Au Comité National de la C. G. T. U. qui a suivi *le congrès du Parti communiste français et auquel assistait, à une exception près, le même* personnel, *Herclet, représentant appointé de l'I. S. R. en France, reprenant le mot d'ordre de la « Journée rouge », nous apprenait qu'elle était fixée au* jeudi *1er août* (Humanité, 10 *avril* 29).

Ainsi, sans consultation des syndiqués, sur simple décision du sommet *d'un parti politique, on prétend nous faire appliquer, à nous membres de la C. G. T. U., les mots d'ordre plus ou moins* putschistes de ce *« sommet ».*

Nous nous sommes élevés déjà, en d'autres circonstances, contre le procédé — de plus en plus courant à la C. G. T. U. — qui consiste à transporter automatiquement dans les syndicats les décisions, mots d'ordre et plates-formes d'un parti.

Des débats du congrès de la 20e U. R., de ceux du congrès du P. C. F., de ceux enfin du dernier C. C. N. « Unitaire » (nous soulignons « unitaire » pour montrer la dérision qui s'attache maintenant à ce mot), il s'avère de plus en plus que la C. G. T. U., — qui devait être, dans l'esprit de ses fondateurs, la maison habitable pour toutes les tendances, en attendant le retour à l'unité syndicale et en y travaillant, — devient chaque jour davantage la filiale d'un parti pour lequel les permanents confédéraux, sans souci de l'intérêt ouvrier, jouent servilement le rôle de rabatteurs.

Devant ces faits et d'autres sur lesquels nous reviendrons, qui démontrent la faillite des méthodes du P. C. et de la C. G. T. U. pour le retour à l'unité syndicale, nous déclarons faire toute réserve quant à l'application du mot d'ordre de la « Journée rouge » et de tous autres lancés dans de pareilles conditions.

Nous demandons à notre Conseil syndical de faire sienne notre protestation et de donner à celle-ci toute la publicité nécessaire.

LE CONGRÈS DES FABRIQUES DU BOIS

Le Congrès des fabriques du Bois a été une confirmation vraiment typique de la non-radicalisation des masses. Malgré leur optimisme de commande, nos fonctionnaires ne sont pas dupes, et le compte rendu de « l'Humanité » nous a donné une idée de la gêne des organisateurs.

La préparation matérielle avait été soignée, affiches, tracts, dessins, tribune décorée, etc., rien ne manquait. Quant à la préparation morale des travailleurs, la propagande en profondeur, la seule qui compte, c'est une autre paire de manches.

Le moment était-il opportun? Les réunions d'usines et

d'ateliers avaient-elles donné les résultats recherchés? Nos purs ne se le sont même pas demandé. Dès janvier la fraction avait décidé que le congrès se tiendrait en avril; il en a été ainsi fait. Aussi les résultats ne sont pas pour nous étonner; nous avions combattu cette conception simpliste de la propagande. Une fois de plus nous avions raison.

Sur huit corporations intéressées au congrès, il y en a cinq qui subissent un chômage important et permanent, et sur les trois qui connaissent une certaine activité économique il en est deux qui déclarent publiquement n'assister au congrès qu'en spectatrices. En majeure partie, les meubles fabriqués actuellement sont de production strictement mécanique, et, à part l'ébénisterie proprement dite et le débit, tous les autres éléments en sont évincés. Quand on connaît tout cela, on ne brusque pas le mouvement. Les statistiques, pour si précises qu'elles soient, méritent quand même d'être commentées, et si Fayet, qui s'évertuait à démontrer, par le jeu de la statistique, que la situation est bonne, avait cherché à savoir ce que donnent les chiffres dans la réalité, sa conclusion aurait été toute autre.

Il est exact que la production des meubles en 1928, a été égale, sinon supérieure à celle des années précédentes. Mais il est non moins exact que cette production a été profondément transformée, automatisée, et qu'elle se fait avec un nombre de plus en plus restreint d'ouvriers, de même que l'évolution des styles qui se prête admirablement à cette transformation, permet l'éviction de professions entières. Cela crée une situation de fait dans notre industrie dont les militants avaient pour devoir de s'imprégner pour juger plus sainement.

Qu'a été ce congrès? Un fiasco. Il n'en n'est rien sorti. Si une campagne de propagande a un but, il est logique que ce congrès qui était le but, apporte une conclusion. La remise d'un cahier de revendications aux chambres syndicales patronales? La bonne blague! L'expérience de cette tactique au congrès de 24, est encore présente à l'esprit de tous ceux qui l'ont vécue. On se rappelle comment la délégation fut roulée par ces Messieurs, et encore, à ce moment, cela n'avait qu'une importance relative, le congrès s'appuyait sur quelque chose de solide, et le défi fut relevé.

Mais aujourd'hui? Nous attendons les mouvements qui ne manqueront pas de se faire en risposte au traditionnel mépris des chambres syndicales patronales.

Que dire des débats? Ce fut plat! Cent cinquante délégués environ, dont beaucoup ne représentaient qu'eux-mêmes. Naturellement tous les fractionnaires et sympathisants en étaient. Chacun tenait à dire la position qu'il occupait dans son usine, mais des revendications, des suggestions émanant de leurs mandants, point! Avec de telles expériences, nous avons bien du mal à penser que ce sont les inorganisés qui nous sortirons de là. — J. de Groote.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits du mois

Jeudi 11 avril. — Grève du Bâtiment de Vichy; arrestation de Péjoux, secrétaire régional.
Allemagne. — Le visa sera refusé à Trotsky. — Menace de grève des cheminots.

Samedi 13. — Lock-out partiel des terrassiers du Métro.
Cinq inculpations nouvelles contre *l'Humanité.*
— On annonce la mort de Millerat, le militant de l'Habillement de la Seine.

Dimanche 14. — Léon Blum est élu député de Narbonne.

Lundi 15. — Arrestation de Bouthonnier et Lacan. — Chiappe interdit la représentation du film « Les Tisserands ».

Mardi 16. — Grève du Textile roannais.
— Le gouvernement interdit le grand prix cycliste de *l'Humanité.*

Mercredi 17. — Le Comité exécutif de l'I. S. R. exclut les dirigeants du S. G. I. tchécoslovaque.
Angleterre. — Mort d'Havelock Wilson.

Jeudi 18. — Une bombe fait explosion au consulat italien de Tunis.

Vendredi 19. — La commission du désarmement près la S. D. N. repousse le projet Litvinof.

Samedi 20. — Les terrassiers du Métro obtiennent satisfaction.

Dimanche 21. — *Angleterre.* — Le Parti communiste dénonce ce qu'il appelle la trahison de Cook.

Lundi 22. — Mort de Séverine.

Mardi 23. — *U. R. S. S.* — Seizième conférence du Parti communiste.

Mercredi 24. — Marty comparaît devant la cour d'appel.
Danemark. — Triomphe socialiste aux élections législatives.

Jeudi 25. — Les grévistes du textile de Cours décident la reprise du travail.

Samedi 27. — Libération de Petitot, un des marins du « Metz ».

Dimanche 28. — A Paris congrès des usines de la Métallurgie et congrès des fabriques du Bois.

Lundi 29. — Echec de la grève du Textile roannais.

Mardi 30. — Trois cents arrestations préventives de militants des syndicats parisiens.
Indes. — La grève du Textile de Bombay devient générale.

Mercredi 1er mai. — 3.400 chômeurs parisiens sont arrêtés en venant faire pointer leurs cartes syndicales.
Allemagne. — Violentes bagarres à la suite de l'interdiction des manifestations du Premier Mai.

Jeudi 2. — *Allemagne.* — Les bagarres continuent à Berlin, causant des morts et faisant de nombreux blessés.

Vendredi 3. — Le médecin-major tortionnaire Léon est mis à la retraite d'office.
Allemagne. — La lutte armée continue dans les quartiers ouvriers de Berlin.

Dimanche 5. — Premier tour des élections municipales.

Lundi 6. — Les social-démocrates de Berlin approuvent l'attitude du Préfet de Police.

Mardi 7. — *Lithuanie.* — Attentat contre le Président du conseil, M. Valdemaras.

Jeudi 9. — Mise en liberté de treize vendeurs de *l'Avant-garde.* — Arrestation de Pichon, secrétaire régional du Parti communiste à Bordeaux.

Vendredi 10. — *Allemagne.* — Interdiction du « front rouge ».
Angleterre. — Dissolution du Parlement.

***

Le « rectificatif » des assurances sociales

Tour à tour, les deux C. G. T. ont élevé leur protestation contre le projet de loi « rectificatif » des assurances sociales déposé par Loucheur. Voici la résolution du Comité National confédéré :

Appelé à se prononcer sur le projet rectificatif déposé par le gouvernement le 19 mars 1929, le C. C. N. s'élève de la façon la plus vigoureuse contre les dispositions de l'article 5, paragraphe 7, de ce projet, qui modifie l'administration des caisses départementales et primaires.

Jusqu'ici, la loi avait voulu maintenir dans l'administration des caisses la prédominance des représentants des véritables intéressés : les assurés. Elle permettait même à ces derniers de gérer eux-mêmes leurs propres intérêts.

Le projet rectificatif supprime ces justes garanties réservées aux assurés. Il supprime d'un trait de plume les caisses ouvrières, les seules dans lesquelles les assurés sont certains de leur indépendance.

Obligeant, d'autre part, toutes les caisses départementales et primaires à une administration comprenant seulement neuf assurés contre onze employeurs et prati-

ciens, il met l'administration des caisses aux mains d'une majorité d'adversaires de la loi.

Mieux encore, s'il confie logiquement l'élection des représentants des employeurs aux employeurs eux-mêmes, il continue cependant à permettre à ces derniers, membres honoraires des caisses mutualistes, de participer dans les assemblées générales à l'élection des représentants des assurés.

Les salariés ne sauraient admettre que les avantages matériels que la loi comporte soient conditionnés par l'aggravation de leur dépendance aux forces d'exploitation.

Subrepticement introduites sous le chantage répété des Chambres de Commerce et des grands groupements patronaux si farouchement adversaires de la loi, ces dispositions sont inadmissibles et intolérables. Elles constituent un véritable sabotage de la loi.

Le Comité Confédéral National reconnaît toutefois que le projet rectificatif contient, par ailleurs, des dispositions acceptables; en particulier celle qui, ramenant les Caisses départementales au rôle de simples caisses primaires, va, dans une large mesure, simplifier le fonctionnement de la loi.

Effectuant simplement les fonctions de toutes les caisses primaires de répartition, les caisses départementales et les caisses primaires devraient fonctionner dans des conditions identiques. Ainsi, le privilège qui semble être réservé aux caisses départementales par l'article 28, paragraphe 3, de la loi, de pouvoir se grouper en Unions régionales ou en Fédération nationale devrait être étendu aux caisses primaires.

Pour la même raison, il est indispensable, partout où la caisse unique prendra la forme interdépartementale, d'autoriser les caisses primaires à rayonner sur la même circonscription.

Enfin, s'il est admis que la moitié des économies réalisées par les départements et les communes et la totalité des économies réalisées par l'Etat sur les chapitres d'Assistance pourront servir aux majorations des prestations aux assurés facultatifs, le Comité Confédéral National demande qu'une part importante de ces économies soit consacrée à majorer les allocations des vieillards de l'Assistance obligatoire à domicile, afin de combler, dans une certaine mesure, une des plus graves lacunes de la loi des Assurances sociales.

Le Comité Confédéral National estime, d'autre part, que le rectificatif devrait modifier l'article 1er, paragraphe 2, de la loi, en relevant le taux du salaire limite au delà duquel les travailleurs ne peuvent plus être assurés.

Ce relèvement, qui devrait être porté de 15.000 francs à 24.000, ne porterait aucune atteinte à l'économie générale de la loi. Il supprimerait pour certaines catégories de travailleurs à salaire variable un régime d'assurance intermittente très préjudiciable à leurs intérêts. Il supprimerait l'exclusion forcée des avantages de l'assurance pour d'autres catégories dont les salaires, en raison de conditions particulières de travail, ou en raison du coût de la vie élevé dans certaines localités, dépassent l'insuffisante limite actuelle; exclusion qui ne se justifie d'aucune sorte dans une loi dont le caractère est d'être une institution de solidarité générale et non, comme certains persistent à le comprendre, une loi d'assistance.

Voici maintenant la résolution du Comité National unitaire :

Le C. C. N. de la C. G. T. U., après avoir pris connaissance à la fois du projet de loi rectificatif et du texte du décret portant règlement d'administration publique sur les Assurances sociales :

Signale à toute la classe ouvrière du pays les manœuvres menées de concert par le patronat, le gouvernement et les réformistes pour aggraver considérablement le texte voté le 5 avril 1928.

Il s'élève avec force contre le projet rectificatif qui consacre la mainmise définitive du patronat sur la gestion, par la parité aux conseils d'administration de toutes les caisses, même celles uniquement constituées entre ouvriers.

Il signale que la C. G. T., qui avait cinq représentants à la commission spéciale qui a élaboré ce projet, porte une responsabilité directe, malgré sa position démagogique de réprobation, uniquement de façade, tandis qu'elle continue à collaborer étroitement avec le ministre du Travail et avec le patronat.

Contre cette loi mauvaise, considérablement aggravée par le projet rectificatif, la C. G. T. U. appelle tous les prolétaires à réagir avec force et à se dresser contre le versement ouvrier, à réclamer la gestion des caisses uniquement par les travailleurs et à imposer la constitution de grandes caisses ouvrières.

Il demande à tous les ouvriers, organisés et inorganisés, de réaliser pour cela le front unique de classe, en créant partout, dans les usines, des groupements d'assurés spontanés réunissant l'ensemble des travailleurs, et menant l'action la plus énergique.

Le C. C. N. s'élève également contre le décret d'administration publique, qui est une riposte à l'activité de classe du travailleur sur le terrain de l'assurance sociale, et qui cherche à accumuler les difficultés de gestion pour les ouvriers et à avantager au contraire le plus largement possible le patronat.

Contre le prélèvement ouvrier !

Pour la gestion des caisses par les travailleurs !

Contre la capitalisation au profit de l'Etat impérialiste !

Pour des Assurances sociales payées par la bourgeoisie !

⁂

L'ordre fasciste D'après l'*Agenzia di Roma* :

Le budget de la municipalité de Milan, en 1928, présente un déficit de 125.666.000 lires, celui de la municipalité de Rome de 78.424.000 lires. On a constaté un déficit de 32.264.000 lires à Gênes, de 61.296.000 lires à Turin, de 7.263.000 lires à Florence, de 104.180.000 lires à Bologne, de 28.555.000 lires à Venise, de 1.225.000 lires à Trieste, de 11.454.000 lires à Bari, de 10.900.000 lires à Palerme.

Les Coty, petits et grands, n'en continueront pas moins à affirmer que, depuis l'avènement du fascisme, l'ordre règne dans l'administration, en Italie.

NOUS AVONS REÇU :

Maurice Dommanget : *Victor Considerant, sa vie, son œuvre*, 12 fr. (Editions sociales internationales);

Lénine : *Œuvres complètes*, tome VII, les débuts de la révolution russe (1904-1905), 35 fr. (Editions sociales internationales);

Robert Louzon : *Impérialisme et nationalisme* (Deux grands courants du capitalisme moderne), 1 fr. 50 (Librairie du Travail);

Primus : *L'Impérialisme et la décadence capitaliste*, 3 fr. (Librairie du Travail);

Editions du Semeur : *Henrik Ibsen, individualiste de vie, artisan du « Troisième règne »*, 3 fr. 50 (Le Semeur, 16, rue Froide, à Caen).

Jean-Richard Bloch : *Cacaouettes et bananes*, 1 volume, 12 fr. (Nouvelle Revue française);

J. Caillat et de Paemelaere : *Anthologie du Travail*, 1 volume, 12 fr. (Les Arts et le Livre);

André Lebey : *Lamartine dans ses horizons*, 1 volume, 20 fr. (Albin Michel).

NOTRE SOUSCRIPTION

G. Pelletier (Seine), 25; Anonyme (Seine), 2,50; Lapierre (Seine), 10; Naudin (Seine-et-Marne), 10; Busseuil (Seine), 10; Maupioux (Seine), 20; Juin (Seine), 10; Drapier (Finistère), 10; Anonyme (Finistère), 5; Lespagnol (Seine), 30; G. M. (Loire), 50; Un docker bordelais, 10; Gengoux (Seine), 5; F. Le Goff (Seine), 5; Legendarme (Seine), 10; Kéraudy (Seine), 5; Anonyme (Seine), 10; Garnier (Seine), 10; Andréani (Algérie), 5; Achard (Rhône), 25; Martin (Seine), 5; Anonyme (Drôme), 10; Meyer (Seine), 5; Engler (Seine-Inférieure), 25; Germaine Goujon (Seine-Inférieure), 25; Ch. Ballon (Indre-et-Loire), 10; E. Allot (Finistère), 10; Ferrier (Savoie), 10; Descourtieux (Loire), 10; Barat (Seine), 50; Une journée du Premier Mai, 64 ; Vauthier (Doubs), 10; Fronty (Seine), 13; Un membre du Parti communiste, 23; Lavenir (Rhône), 20; Thévenon (Loire), 10; Matray (Loire), 5; Caruel (Finistère), 10; Germaine et Robert Buren (Côte-d'Or), 20; Le Goff (Seine), 5; Louis Charreyron (Loire), 10; Un groupe de camarades de Narbonne, 130; Anonyme, 10; Bouveyron (Seine), 10. — Total : 767,50.

ENTRE NOUS

Nous devons à nos camarades les renseignements de deux quinzaines, la place prise par les articles de Trotsky ne nous ayant pas permis de caser l'Entre Nous dans le numéro du 1er mai.

LES 1.500 ABONNES

Dans la quinzaine du 11 au 25 avril, nous avons enregistré 9 abonnements nouveaux. Depuis le 26 avril, nous en avons enregistré 23. Total des abonnements nouveaux : 32.

Pour la période correspondante, nous sont parvenus 12 désabonnements, auxquels nous devons ajouter la suppression de 8 abonnements de l'Extérieur dont le renouvellement ne nous a pas été envoyé. Total des désabonnements : 20.

Le gain net de cette période d'un mois s'élève donc à 12 abonnés.

Ce n'est pas un mauvais résultat, mais ce n'est pas non plus brillant, brillant.

Paris et la Seine s'inscrivent pour dix abonnements nouveaux. Nous devons maintenant avoir rattrapé la baisse que nous avions signalée en publiant notre budget de 1928. Mais nous sommes encore loin du nombre d'abonnés que nous devrions compter dans la capitale. Aucun effort systématique pour la recherche des abonnés n'est encore entrepris dans la région parisienne. Corporation par corporation, arrondissement par arrondissement, localité par localité, il faut se décider enfin à se mettre à ce travail.

Comme efforts particuliers, signalons les trois abonnements d'Algérie, souscrits par un Syndicat qui se soucie de donner une nourriture intellectuelle à ses membres; l'envoi de trois abonnements nouveaux par Vidal, des instituteurs de la Haute-Loire; l'envoi de trois abonnements nouveaux par un camarade de Narbonne qui s'est révélé à nous comme recruteur d'abonnés et qui pourra certainement accroître notre influence dans les milieux révolutionnaires de l'Aude.

Trouver le bon recruteur d'abonnés par département, c'est notre souci dominant. Des sympathies, nous en avons de nombreuses. Mais nous voudrions que ce soient autant de sympathies actives; nous voudrions que, par département, — à commencer par ceux des régions ouvrières où nous n'avons qu'un nombre infime d'abonnés — au moins un camarade se décide à devenir un agent actif de la diffusion de la revue, vendeur au numéro et recruteur d'abonnés. Nous sommes convaincus que les possibilités sont nombreuses, et que par négligence, on ne les met pas à profit. Que les camarades que nous avons pressentis ou que nous allons pressentir ne fassent point traîner leur réponse — et leur effort! Que ceux qui veulent faire quelque chose ne tardent pas à entrer en relations avec nous!

DEUX LETTRES

Sur le chapitre de la rédaction, nous avons reçu une intéressante lettre d'un « possible », qui a bien tort de ne pas faire l'effort d'un abonnement. Voici la remarque principale de ce camarade :

A mon sens, vous devriez donner plus de place à votre Revue des Revues, *et proposer à la réflexion du lecteur de larges extraits (il ne s'agit pas de citations tendancieuses, arbitrairement séparées du contexte) de la littérature révolutionnaire actuelle, à l'exemple de* Clarté *(ultime formule) et de la publication qui lui succéda :* La Lutte de Classes.

J'ai sous les yeux, le numéro 1 de la Lutte de Classes *(février-mars 1928), et j'y vois des analyses et des extraits d'études parues dans « les Cahiers du Bolchevisme », « l'Internationale communiste », « l'Internationale Syndicale rouge », « la Revue syndicale de documentation économique »,* la Révolution prolétarienne, *« Contre le Courant », « l'Unité léniniste », « le Réveil communiste » (Lyon), « L'Avenir social » (parti ouvrier belge), « The Masses of India », — sans parler de la grande revue libérale américaine: « The Nation ».*

Dans le dernier numéro de Clarté *(janvier 1928), je trouve des indications sur des études parues dans le « Bulletin Communiste » et dans « Die Wende » (nouvelles études marxistes).*

Voilà qui est fort bien. *Au milieu du chaos et de la confusion actuels, le prolétaire conscient veut voir clair.*

Je rêve souvent à une revue révolutionnaire, à une revue d'INFORMATION, au sens plein et vierge du mot, — à une revue d'information, non de déformation, *qui se bornerait à apporter honnêtement au lecteur, des* documents *et des* matériaux *pris* partout. *Comment voulez-vous qu'un travailleur s'abonne aux « Cahiers du bolchevisme », à « l'Internationale communiste », à « la Vie Ouvrière », à « l'Internationale syndicale rouge », à la « Revue syndicale de documentation économique », à « La Lutte de Classes », à « la Révolution prolétarienne », au « Bulletin communiste », à « Contre le Courant », à « l'Unité léniniste », à « l'Unité ouvrière », de Paul-Louis, à « Monde », de Barbusse, à la « Revue marxiste »..., pour ne parler que des revues révolutionnaires françaises, sans dire mot des revues socialistes, réformistes et bourgeoises, et des revues étrangères.*

C'est une lacune sur laquelle on nous fait mettre le doigt. Nous avons souvent pensé à la « revue des revues », mais nous ne l'avons jamais faite. Nous allons tâcher de la faire.

La deuxième lettre vient d'un abonné que, par erreur, nous avions, sur l'indication d'un camarade, repris comme « possible » :

J'ai bien reçu votre circulaire du 4 mai et le numéro de la R. P. *que vous m'avez envoyé. L'un et l'autre étaient inutiles : je suis abonné à la* R. P. *depuis un an et demi.*

Je joindrai ce numéro aux autres numéros de propagande que vous m'avez envoyés au début du mois. Je réfléchis pour savoir à qui les communiquer. Je veux être sûr, ou à peu près, qu'ils ne seront pas jetés au panier avant d'être lus. Les crânes sont bourrés à un point! Je sais ce que c'est : je suis passé moi aussi par là. Je n'en suis pas sorti sans peine; et pourtant, j'ai conscience de ne pas manquer d'esprit critique. Si j'ai pu me ressaisir, c'est grâce à deux camarades de la région, à la R. P., et aux discussions entendues au Congrès de 1927 *(Tours) de la Fédération de l'Enseignement.*

J'ai beaucoup de travail et peu de temps pour lire. La R. P. *est une de mes rares lectures. J'ai lu avec un intérêt tout particulier l'étude sur Sorel. Je le relirai, et j'aurai peut-être quelques remarques à vous soumettre. D'ailleurs, tout, dans votre revue, est matière à réflexion; et comme les choses sont clairement présentées et exposées, on suit les questions et l'on s'y intéresse. Pour ma part, je suis avec autant d'intérêt la vie des syndicats de la région parisienne que les discussions ou exposés théoriques.*

De telles lettres nous réconfortent ; elles nous donnent plus d'ardeur à la besogne. Elles nous commandent d'intensifier la propagande de la revue.

NOTRE RETARD

Ce numéro-ci est encore en retard. Il n'arrivera que le 18 ou le 19 chez les abonnés. Ne cherchons pas d'excuse : le « permanent » n'a pas eu assez l'œil sur le côté rédaction qu'il a laissé à la traîne, attendant le dernier moment. Nous allons nous engager à faire arriver le prochain numéro le 1er juin chez les abonnés, — et nous tâcherons de tenir la promesse, car nous tenons à la régularité de la parution.

RENOUVELEZ ! RENOUVELEZ !

Des camarades dont l'abonnement s'est terminé en avril n'ont pas encore renouvelé. Nous leur rappelons que le recouvrement postal nous coûte travail et argent.

Avec ce numéro prennent fin un certain nombre d'abonnements. Les camarades intéressés sont avisés par une circulaire à laquelle ils voudront certainement répondre sans tarder.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris et Seine, 10; Algérie, 3; Alpes-Maritimes, 1; Aude, 3; Belfort (territoire de), 1; Doubs, 1; Gironde, 1; Hérault, 1; Loire, 2; Loire (Haute), 3; Seine-Inférieure, 3; Vienne (Haute), 1; Suisse, 1; U. R. S. S., 1. Total : 32.

Le Gérant : M. Chambelland.



Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15e)

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Emmanuel BERL. — **Mort de la pensée française** (Grasset) .... 12 fr.
Jacques CHARDONNE. — **Les Varais** (Grasset) .... 12 fr.
Vladimir POZNER. — **Anthologie de la prose russe contemporaine** (Hazan) .... 20 fr.
Roger MARTIN DU GARD. — **La mort du père : Les Thibault. VI.** (N. R. F.) .... 12 fr.
Anatole FRANCE. — **Œuvres complètes, t. XV : Vie de Jeanne d'Arc. I.** (Calmann) 45 fr.
Albert SCHWEITZER. — **A l'orée de la forêt vierge** (Rieder) .... 15 fr.
Ivan TOURGUENIEV. — **Mémoires d'un chasseur, 2 vol.** (Bossard) .... 40 fr.
Jonathan SWIFT. — **Instructions aux domestiques** (Pot Cassé) .... 15 fr.
BOECE. — **Consolations de la philosophie** (Pot Cassé) .... 15 fr.
Pierre BOREL. — **Lettres inédites de Guy de Maupassant à Gustave Flaubert** (Les Portiques) .... 10 fr.
MERIMEE. — **Le théâtre de Clara Gazul** (Fernand Roches) .... 21 fr.
STENDHAL. — **Lucien Leuven.** (Le rouge et le blanc.) (Bossard), 2 vol. .... 40 fr.
Edmond VERMEIL. — **Beethoven** (Rieder) .... 18 fr.
René DUMESNIL. — **Richard Wagner** (Rieder) .... 18 fr.
J.-B. KIN YN YU. — **Anthologie des conteurs chinois modernes** (Rieder) .... 18 fr.
Ivan TOURGUENIEV. — **Récits d'un chasseur** (Payot) .... 30 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Karl MARX. — **La question polonaise devant l'Assemblée de Francfort, préface de** Jean LONGUET (Alcan) .... 10 fr.
Georges HARDY. — **Nos grands problèmes coloniaux** (Colin) .... 9 fr.
Maurice PERNET. — **Le Saint-Siège, l'église catholique et la politique mondiale** (Colin) .... 9 fr.
Georges SCELLE. — **Le Droit Ouvrier. Tableau de la législation française actuelle** (Colin) .... 9 fr.
F. NANSEN. — **L'Arménie et le proche Orient** (Geuthner) .... 30 fr.
F. VERDEAUX. — **Le prolétariat voudra-t-il entrer dans la Cité?** (Presses Universitaires) .... 10 fr.
Jacques LYON. — **La crise en Russie soviétique** (Alcan) .... 10 fr.

VIENT DE PARAITRE :

FAITS ET DOCUMENTS. — N° 6.

Robert LOUZON

Deux Grands Courants du Capitalisme Moderne

IMPERIALISME ET NATIONALISME

PRIX 1 50

Dans la même collection :

1. Robert LOUZON. — **La déchéance du capitalisme** 0 50
2. VICTOR-SERGE. — **Lénine 1917** .... 2 »
3. ***. — **Un souvenir par jour. Petit calendrier prolétarien** .... 1 »
4. VICTOR-SERGE. — **Les coulisses d'une Sûreté Générale** .... 5 »
5. Léon TROTSKY. — **Les problèmes de la Guerre civile** 1 50

VIENT DE PARAITRE :

DISCUSSION ET POLEMIQUE. — N° 4.

PRIMUS

L'IMPERIALISME ET LA DECADENCE CAPITALISTE

Prix .... 6 »

Dans la même collection :

1. Léon TROTSKY. — **Cours Nouveau** .... 4 »
2. Fernand LORIOT. — **Les problèmes de la Révolution prolétarienne** .... 3 »
3. Léon TROTSKY. — **Vers le capitalisme ou vers le socialisme** 3 50